



L'intuition de l'Action Catholique est-elle pertinente pour la société et l'église d'aujourd'hui?

SAMEDI 9 NOVEMBRE 2024

A l'Institut Catholique de Paris 76 rue Vaugirard, Paris 6e

Décembre 2024

Table des matières

Synthèse	3
Introduction	8
1. Table-Ronde : présence de l’Action Catholique dans la société	10
Introduction : Brève histoire de l’Action Catholique Spécialisée (1850 – 1975)	10
1.1. L’action du MIAMSI au conseil de l’Europe	16
1.2. L’implication des membres de l’ACI auprès des migrants	19
1. 3. Les universités d’été : une réponse aux enjeux du monde	22
1. 4. Le sens du travail	24
2. Ateliers	27
3. Table ronde : DIALOGUE AVEC LES THEOLOGIENS	29
Introduction	29
3.1 Être du monde pour défier la noirceur et la désespérance	30
3.2 Pour une pertinence renouvelée de l’intuition de l’Action catholique	32
3.3 La synodalité comme opportunité pour réaffirmer la vocation prophétique de l’ACS/ACI	40

Synthèse

Le colloque « L'intuition de l'Action Catholique est-elle pertinente pour la société et l'église d'aujourd'hui? » organisé par l'Action Catholique des milieux Indépendants en partenariat avec Théologicum – Faculté de théologie et de sciences religieuses et l'institut Vaugirard dans les locaux de l'Institut Catholique de Paris a accueilli 90 participants. Il est le fruit de travaux entre mouvements d'action catholique spécialisée proposant une réflexion sur deux pôles :

- La relecture/révision de vie : comment elle transforme les personnes, renvoie à l'action et contribue à transformer la société. Qu'est-ce que la relecture/révision de vie signifie théologiquement dans le contexte d'aujourd'hui ? Avec la conviction que l'annonce de l'Évangile est vécue dans l'action quotidienne et qu'elle se déroule dans le temps, avec une prise de recul.
- La volonté et la nécessité d'aller vers les personnes dont l'Église est éloignée. Le renvoi à notre milieu de vie pour faciliter la relecture/révision de vie.

Avec le souci de décliner ces deux pôles sur trois thématiques prioritaires : la fraternité, le travail et l'écologie.

L'ACI a souhaité poursuivre la réflexion en proposant un colloque en deux temps : dans un premier temps, l'expression de cette réflexion élaborée par ses membres ; après une réflexion dans la salle, un approfondissement de la réflexion en écoutant des théologiens et experts réagir et proposer des pistes de réflexion et d'action.

Table-ronde : Présence de l'Action Catholique dans la société

Introduction : Marc DELUZET (ancien président de l'A.C.I.) a tout d'abord effectué un rappel historique de l'Action Catholique Spécialisée (A.C.S.) de 1850 à 1975 (date à laquelle l'Assemblée épiscopale de Lourdes a abandonné la notion de mandat aux mouvements et a laissé à chaque organisation une entière autonomie). Cette famille de mouvements demeure néanmoins reconnue pleinement par l'Épiscopat. Il a rappelé comment notamment la JAC et la JOC ont contribué à façonner la politique économique et sociale en France.

Marc DELUZET a formalisé les enjeux pour les mouvements d'A.C.S. aujourd'hui :

- l'évangélisation de nos milieux de vie en contribuant à la formation d'hommes et femmes responsables et libres,
- la réussite de la transformation écologique,
- la contribution à mettre le numérique au service de l'humain,
- l'internationalisation de l'Église (réussir le synode),
- répondre aux nouvelles questions et à l'évolution de la vie sociale et humaine, aux valeurs universelles et à la démocratie.

4 intervenants ont témoigné de la présence et de la pertinence de l'A.C.I. dans le monde d'aujourd'hui :

Daniel GUERY, délégué par l'A.C.I., siège au conseil de l'Europe au titre du MIAMSI

Daniel Guéry a présenté comment le MIAMSI aux côtés des O.N.G., avec le statut d'accréditéur participatif, siège et travaille au sein du conseil de l'Europe. Le MIAMSI participe aux commissions, notamment celle des questions migratoires pour faire évoluer le droit. Il y a une cohérence avec les objectifs du MIAMSI : option préférentielle pour les pauvres, promotion des droits de l'homme, solidarité entre les humains.

Une équipe de 5 personnes de l'A.C.I. à Strasbourg, prépare les interventions du MIAMSI au conseil de l'Europe en lien avec les ACI européennes. Elle coopère à ce titre avec des représentants du forum mondial des O.N.G. et des représentants du Saint Siège (Mgr Marco Ganci). Un projet de voyage en Pologne à la frontière de la Biélorussie est en cours.

Bernard PINSON, écrivain public et trésorier national de l'A.C.I. a rappelé les enjeux questions actuelles posées par les migrations. Dès 2008, à partir de la révision de vie des membres des ACI, le MIAMSI s'est exprimé sur ce sujet (*les migrations constituent une chance pour la construction de ponts... »*). En 2015, l'ACI a également publié une déclaration : *J'étais étranger, et vous m'avez accueilli...*

L'ACI invite à partager ce qui est vécu en équipe est le faire avec d'autres pour élargir notre regard. En 2023, elle a organisé des rencontres nationales virtuelles (Agoras). Celles-ci ont été des occasions de témoigner, de partager... Trois questions ressortaient : ce que je vois, ce qui me bouscule, ce à quoi cela m'appelle-t-il ? au regard de ce que nous dit la Bible au sujet des migrations, en se situant dans une réflexion « Accueillant/Accueilli ».

La rencontre témoigne de la vie de toutes ces personnes évoquées. Elle permet d'acquérir quelques expériences, sans pour autant mésestimer les difficultés et les contraintes de la vie. La révision de vie nous invite à ne pas rester seuls pour de discerner puis d'agir... Elle nous permet de prendre conscience que nous avons à agir avec d'autres pour promouvoir une société respectant la dignité de chacun.

Ces rencontres transforment progressivement notre regard. Le chemin n'est jamais trop achevé mais pourtant des choses bougent. Des prises de parole (2008, 2015, 2023) sont à actualiser en inter-mouvements afin de veiller à l'expression de la dignité de tout être humain.

Nathalie DEVILLE, secrétaire nationale de l'A.C.I. relit l'expérience vécue par les participants des différentes universités d'été organisées par l'ACI depuis 2021. Cette relecture montre comment les participants sont rejoints et se sentent appelés à s'impliquer concrètement pour rendre le monde plus humain. Les prises de conscience des participants se font sur le temps long. Une grande place est faite à l'écoute et au respect des positions éventuellement discordantes.

Noël BALOUT, membre de l'ACI en Loire Atlantique, a témoigné du forum organisé par le territoire A.C.I. de Nantes en janvier 2024, sur le sens du travail et ses enjeux. Il s'est agi d'échanges entre des personnes diversement situés : responsable syndical, employeur, ... qui ont évoqué en particulier : la réforme des retraites, l'intensification des « absences maladie », la durée du temps de travail, en portant un regard sur les tendances et sensibilités politiques observées dans le monde du travail.

Des tendances nouvelles apparaissent : un principe de plus d'incertitude, la fin de l'emploi à vie,

Au cours de ce forum, des enjeux ont été évoqués : peut-on aller vers plus de loisirs ? Quel devenir pour l'être humain ? Quel sens du travail ? La nature et l'écologie, la nécessité de s'intéresser réciproquement aux différents acteurs du travail, le désir d'un dialogue social plus abouti, l'éducation à la culture et l'éclairage de l'Évangile : le cinquième commandement, la multiplication des pains, la parabole des talents....

Les échanges avec la salle : Au terme de cette riche table-ronde, les participants ont partagé leurs réactions face aux enjeux évoqués. Les expressions portaient principalement sur la pertinence de la révision de vie et des intuitions de l'Action catholique, la volonté de travailler avec d'autres et de rejoindre les jeunes générations.

Dialogue avec des théologiens

En seconde partie du colloque, un dialogue avec 3 experts, modérée par Jean-François PETIT (aumônier national de l'A.C.I.) a permis une reprise de la table-ronde du matin avec une lecture théologique.

1/Marc GRASSIN, professeur à la faculté de philosophie et directeur de l'Institut Vaugirard de l'Institut Catholique de Paris, a apporté son éclairage d'éthicien :

Si le temps présent et les perspectives d'avenir ne permettent pas d'être optimiste, dans les mouvements d'A.C.S., la démarche « Voir/Juger/Agir » nous ramène à la réalité du terrain, à l'espérance. Elle nous invite à une forme de « clinique du réel ». Elle nous incite à travailler et agir pour une progression de ce qui est vivable et convenable. En faisant le pari du terrain, les mouvements d'A.C. S. sont des « bras armés » de l'Évangile dans leurs réseaux de vie. Ils sont attentifs aux réalités qui se vivent et se construisent.

A partir de ce constat, chacun est appelé à mieux « regarder » les réalités : où suis-je ? Comment repérer à quel écosystème nous appartenons ? A qui je parle ? Dans quels lieux ? A quelles catégories de personnes ? De qui je parle ? Quelles sont nos générations, appartenances, convictions ? De quoi je parle ?

Les mouvements doivent pouvoir construire une parole incitant à l'action.

Marc GRASSIN a évoqué ensuite trois pistes pour conforter et justifier l'intuition, la recherche et l'action de l'A.C.I.

A) *La confrontation de notre modèle de pensée à l'évolution de la société* : la notion de collectif n'est plus la même, il nous faut la ré expérimenter. Nous sommes obligés de nous décentrer par rapport à nos positions d'hier : nous ne sommes plus, parce que chrétiens, le centre du monde... Nous sommes affrontés à des enjeux multiples, dont la crise écologique, qui est aussi une crise de la biodiversité, une crise du vivant.

B) *Le défi de la démocratie*. Nous sommes pour beaucoup les héritiers de la démocratie sociale ... Mais rien ne permet d'assurer que cela va durer. Rien n'est plus « sacré », ni « marqué dans le marbre » comme l'a indiqué le Ministre de l'Intérieur concernant l'Etat de droit. Les espaces publics de discussion ne sont plus des lieux partagés par tous. On peut désormais discuter un peu partout (réseaux sociaux) et sur n'importe quoi. La parole devient de moins en moins rationnelle et peut devenir « populiste », moyen de déconstruction de la démocratie, occasion de dégradation de l'état de droit, ...

C) *La réalité du travail aujourd'hui*. Le travail ne constitue plus une réalité homogène (selon les lieux, la taille des entreprises, les genres d'activités...).

Nous sommes aux portes d'une recomposition majeure des modalités du travail. Comment allons-nous agir et construire les lieux de travail pour qu'ils soient des lieux d'épanouissement, de justice et de partage de richesse commune ?

2/Le père Bernard MICHOLLET, formateur à la Mission de France, ancien aumônier national de l'A.C.I., a répondu à la question : qu'est-ce qu'une Parole d'Église aujourd'hui ?

L'Action Catholique Spécialisée est née à une époque où se posait la question de la pertinence d'une Parole d'Église : quelle parole d'Église dans quelle société ?

Dès 1802, « Dieu est mort », c'est-à-dire sorti du champ de la raison pour celui des sentiments, alors qu'à l'origine, le christianisme s'est construit au contact des philosophies gréco-romaines. Or, la raison elle-même s'est dissoute, le concept de vérité n'est plus le critère. Libéralisme et individualisme font que nous cohabitons, chacun dans notre « bulle » : il n'y a pas de dialogue mais un enchaînement d'actions et de réactions qui s'entrechoquent.

L'Eglise a presque disparu (1 à 2 % de pratique religieuse) ; elle aussi voit la raison céder la place aux émotions, la source qu'est le Christ n'est plus du domaine du croire, sauf à tenter le chemin de l'émotion. Elle devient un reflet de la société libérale individualiste.

Servir le Christ au cœur de la société : la parole n'est pas présente que par le discours mais aussi par le fait d'agir : nous parlons par ce que nous faisons.

Le concept de vérité n'étant plus régulateur, on peut tout dire ! Le risque est que la tolérance, c'est-à-dire l'acceptation d'une autre vérité que la mienne, devienne indifférence : autrui ne m'intéresse plus !

L'agir en tant que chrétien, affiché ouvertement, est devenu au fil du temps l'agir en chrétien, plus discret : oui, nous parlons par ce que nous faisons, c'est ainsi que l'Action Catholique a encore une pertinence pour notre société.

Le Christ, quand il agit, est Parole de Dieu.

La Parole de Dieu à l'unisson du Verbe de Dieu : face à cette crise de la parole dans l'Eglise et la société, les chrétiens, inspirés par le Christ, étant actifs en actes sont eux-mêmes Parole : en ACI, la relecture de vie fait surgir notre histoire, notre vie, nous fait sujets de Parole.

Mais le christianisme ayant « disparu », « exculturé », notre agir seul ne fait pas signe, il doit être accompagné d'une parole, opportune, dans un second temps.

3/ Thierry Le Goaziou, laïc, directeur associatif dans l'accueil de personnes en situation de handicap dans la Nièvre, théologien en théologie pratique à l'Institut Catholique de Paris

Quelle est la vocation de l'Action Catholique ?

La synodalité est une belle opportunité pour se réinventer : « être en chemin avec » est une démarche lente, profonde, précédée par le Christ, de réforme de la gouvernance de l'Eglise peuple de Dieu et d'ouverture au monde, surtout s'il semble incompréhensible ! C'est une expérience spirituelle de communion ecclésiale.

L'Action Catholique pratique une forme de synodalité sans le savoir, dans un monde dur, évolutif, à construire : elle ne doit pas hésiter à s'affirmer.

Troubler le monde par l'annonce de la Bonne Nouvelle et ne pas se laisser troubler par lui

L'Eglise a 2 défauts : elle ne sait pas gérer les Hommes et l'argent : elle doit sortir de ses crises ! Elle a une vocation prophétique : comme les prophètes dans la Bible elle se doit de dénoncer les injustices, sans chercher de reconnaissance et au risque d'être mise au ban de la société. « Demeurer en Dieu même au cœur du monde ».

Le Pape François sait décrypter les signes des temps.

Pour une Action Catholique synodale qui prend soin d'elle-même : accepter de se regarder pauvre, mais face à une accélération permanente du monde, réfléchir, résister à la tentation d'accélérer, rappeler au monde ses devoirs, et en 1er lieu l'inaliénable dignité du Vivant.

L'Action Catholique a le courage, qu'elle tire du Christ lui-même, de devenir prophète, pour dénoncer entre autres l'injustice, aider le monde à sortir de ses aliénations.

Jean-François PETIT a ensuite animé un large dialogue avec les participants au colloque, échange à partir duquel on peut retenir les points suivants :

* L'Action Catholique doit conserver sa mission prophétique. Elle a (nous avons) des choses et des témoignages à vivre, à signifier et à partager ensemble.

* Dans les moments de « noir », il demeure des mouvements alternatifs qui nous incitent à percevoir pourtant les belles choses. Ne nous laissons pas envahir par les choses « désespérées ».

* Sachons mettre en relief l'espérance et l'espoir proposés par la foi chrétienne (même si parfois il subsiste à son égard des résistances, alors que tant de points positifs sont à regarder).

- * Nous avons entendu aujourd'hui beaucoup de signes d'espérances entrevus en A.C.I. alors que certains sont tentés d'abandonner les pratiques et les rites en Église.
- * Comment l'A.C.S. est-elle présentée et proposée dans les séminaires ou centres de formation de nos jours ? Que fait-on pour cela ?
- * Si nous paraissions peut-être déçus de la « production publique sortie du synode » à ce jour (un texte de 51 pages non encore traduit en français!), nous devons nous intéresser et nous impliquer avec intérêt dans les travaux des 10 chantiers qui ont été ouverts à la suite de ce synode.
- * Nous devons proposer et souhaiter une plus grande coopération avec les mouvements d'A.C.S. près de la hiérarchie et des structures de l'Église.

Conclusions de la Présidente de l'ACI :

La démarche de l'Action catholique reste pertinente pour la société et l'Église : notre écoute, notre regard, notre agir sur le monde sont précieux. Notre parole doit passer par l'écoute, et être radicale pour être audible, efficace. Pour cela, le défi de continuer à vouloir apprendre dans un monde qui change, reste un enjeu essentiel : l'université d'été de l'ACI à Lille en juillet 2025 vous attend !

Paris, décembre 2024

Introduction

L'intuition de l'Action Catholique est-elle pertinente pour la société et l'église d'aujourd'hui?

Cette question et ce projet de colloque puisent leurs racines dans la rencontre du pape le 13 janvier 2022 et dans la tradition de rencontre avec des théologiens qui s'était estompée mais avec laquelle nous souhaitons renouer à un moment où l'Église est en plein questionnement sur sa démarche d'évangélisation.

Pour préparer la rencontre avec le Pape, les mouvements d'action catholiques avaient travaillé sur un texte qui transcrivait comment nous cherchions à être apôtres dans la société actuelle.

Le pape nous avait encouragé et invité à creuser :

- Une façon synodale de vivre l'Église, en soulignant que nos *« mouvements d'Action catholique ont développé, dans leur histoire, de vraies pratiques synodales, notamment dans la vie d'équipe qui forme la base de (notre) expérience. »*
- Le voir / juger / agir de notre démarche et notamment *« à soutenir et favoriser l'action de Dieu dans les coeurs, en s'adaptant à la réalité qui évolue sans cesse. Les personnes - et je pense plus particulièrement aux jeunes - que vos mouvements rejoignent ne sont pas les mêmes qu'il y a quelques années. Aujourd'hui, surtout en Europe, ceux qui fréquentent les mouvements chrétiens sont davantage sceptiques face aux institutions, ils recherchent des relations moins engageantes et plus éphémères. Ils sont plus sensibles à l'affectivité, et donc plus vulnérables, plus fragiles que leurs aînés, moins enracinés dans la foi, mais tout autant en recherche de sens, de vérité, et pas moins généreux. C'est votre mission, comme Action catholique, de les rejoindre tels qu'ils sont, de les faire grandir dans l'amour du Christ et du prochain, et de les porter à davantage d'engagement concret pour qu'ils soient les protagonistes de leur vie et de la vie de l'Église, afin que le monde puisse changer. »*

C'est un peu ce que nous souhaitons faire aujourd'hui :

- Témoigner de ce que nous faisons pour rejoindre les personnes tels qu'elles sont, de les faire grandir dans l'amour du Christ et du prochain, et de les porter à davantage d'engagement concret pour qu'ils soient les protagonistes de leur vie et de la vie de l'Église.

Nous ouvrirons la journée avec une table-ronde : La présence de l'ACI dans la société et dans l'Église. Après un rappel sur l'apport de l'Action catholique depuis sa création par notre ancien président Marc Deluzet, 4 personnes interviendront pour témoigner comment, l'ACI aujourd'hui, permet à ses membres d'être acteurs dans la société et dans l'Église :

- L'action du MIAMSI au conseil de l'Europe : Daniel Guéry.
- L'implication des membres de l'ACI auprès des migrants : Bernard Pinson
- Les Universités d'été : une réponse aux enjeux du monde : Nathalie Deville
- Les territoires proposent un temps de Travail : Noël Balout

La table-ronde sera suivie d'un temps en carrefour où nous nous interrogerons sur les enjeux et les moyens de rester pertinents dans la société d'aujourd'hui.

Cet après-midi, nous nous laisserons interpeler par les défis à relever en dialoguant avec 3 théologiens : Bernard Michollet, formateur à la Mission de France et ancien aumônier de l'ACI; Thierry Le Goaziou professeur de théologie pratique à l'ICP et Marc Grassin, éthicien et directeur du Centre Vaugirard à l'ICP.

Notre colloque pourra également nourrir une réponse à l'invitation du Père Delannoy, archevêque de Strasbourg, depuis peu en charge des liens avec les mouvements d'Action catholique, qui nous a invités en septembre dernier, à être capable de rendre compte de ce que la vie en mouvement permettait à nos membres et à la société.

Nous organisons aussi ce colloque en communion avec les évêques réunis à Lourdes qui cherchent eux aussi un nouveau visage d'Eglise.

Avant de commencer, je voulais remercier l'ICP qui nous accueille, l'ensemble des personnes qui ont préparé ce colloque et particulièrement les intervenants et vous remercier pour votre présence et votre intérêt pour cette journée.

Et, pour nous libérer, quelques questions pratiques :

- Nous pourrons déjeuner dans les environs en prenant soin d'être revenus avant 14h
- Dans le dossier, vous retrouverez des productions issues des révisions de vie et des réflexions de l'ACI : quelques paroles du mouvement, courrier ACI, le Discours du Pape François aux responsables d'Action catholique en France du 13 janvier 2022 ; un bon de commande pour les productions de l'ACI ; l'ordre du jour de notre rencontre avec les questions à partager en 6x6 et des *post it* pour le temps de partage.
- Nous mettrons en ligne sur notre site le compte-rendu de cette rencontre avant la fin de l'année 2025

1. Table-Ronde : présence de l'Action Catholique dans la société

Introduction : Brève histoire de l'Action Catholique Spécialisée (1850 – 1975)

Marc Deluzet

Les origines des mouvements d'Action Catholique remontent à la deuxième partie du 19^{ème} siècle, une période marquée par le développement de l'industrialisation et une transformation rapide de la société avec l'apparition, principalement en Europe, du travail ouvrier et le développement du salariat, accompagnés par une phase importante d'urbanisation avec des conditions de vie misérables, décrites par Charles Dickens, Victor Hugo et Emile Zola et qui vont constituer la question sociale.

Les réalités qui accompagnent l'industrialisation vont conduire à une succession de révolutions en France (1830, 1848 ...), mais aussi en Europe dans les années 1840 et plus largement aux Etats-Unis (émeutes de Chicago en 1886) et en Russie. Le mouvement ouvrier commence à s'organiser et à développer une pensée propre, à travers le concept de socialisme qui vise à améliorer la condition des ouvriers. Le mouvement syndical se structure à l'échelle nationale et internationale. La CGT naît dans les années 1895.

Parallèlement, émerge le catholicisme social, un courant de pensée, à l'origine de très nombreuses fondations associatives et syndicales. Il naît progressivement après une lente et double prise de conscience de la part des catholiques : celle de la question sociale que l'industrialisation du pays rend de plus en plus dramatique, et celle que le progrès, la rénovation et l'amélioration de l'humanité sont non seulement une réalité historique mais qu'ils ont leur source dans le christianisme.

Le Catholicisme social (1820 - 1890)

Un premier catholicisme social (entre 1820 et 1850), contemporain et rival du socialisme, se développe. En son sein, un courant libéral considère que l'humanité progresse, que « ce progrès a pour germe l'Évangile » et que « le catholicisme est à l'origine de tous les perfectionnements sociaux ». Ses membres se rapprochent du peuple, ils ont conscience de ses besoins. Par exemple, Montalembert demande le repos hebdomadaire et intervient pour la limitation de la durée du travail des enfants.

Ce courant initial soucieux de démocratie, culminera en 1848 avec Frédéric Ozanam, l'apôtre de la charité privée, l'étudiant qui fonde avec d'autres la Société de Saint-Vincent-de-Paul en 1833 et qui cherche à apporter une solution collective à la misère ouvrière. En 1839, il souligne que le travail humain ne peut être considéré comme une marchandise. Pour lui, une réciprocité de services doit exister entre la société et les travailleurs, une « sorte de contrat sacré ». Si les conditions de travail n'élèvent pas le niveau de vie des ouvriers, si le salaire n'est pas suffisant et librement accepté, l'ordre est violé, le contrat rompu.

Après les tentatives généreuses de la Seconde République (février à mai 1848) et les essais d'application du socialisme, les journées révolutionnaires de mai-juin 1848 effraient la bourgeoisie et affaiblissent fortement ce courant qui marque le pas sous le Second Empire. Celui-ci amène la prospérité avec le développement de la

grande industrie, des chemins de fer, des banques et des échanges. Le mouvement ouvrier progresse et se prépare aux luttes. Le catholicisme français majoritairement conservateur reste quasi-silencieux sur le plan social.

Parmi les catholiques sociaux, les tendances paternalistes dominent, représenté par quelques personnalités philanthropiques et figures charismatiques, qui ne parviennent pas à intéresser à leurs efforts la masse des catholiques. Ceux-ci sont rendus aveugles par leur incompréhension totale du problème social et la crainte du danger socialiste. L'épiscopat n'a pas la moindre idée qu'il puisse exister un problème social, ou ne l'a envisagé que sous l'angle de la charité.

Le courant du catholicisme social prend son envol définitivement en France après la défaite de 1871 et l'avènement de la III^{ème} République, avec un ancrage politique majoritairement conservateur. L'expérience lancée par les précurseurs apparaît comme une préfiguration du mouvement plus ample qui atteint d'autres pays européens (Allemagne, Belgique) dans lesquels il s'agit de défendre à la fois l'amélioration morale des ouvriers par la rechristianisation mais également la nécessaire intervention du législateur pour résoudre la question sociale.

Albert de Mun (1841-1914) et René de La Tour du Pin (1834-1924), que l'on considère comme les fondateurs du catholicisme social français, sont deux officiers royalistes. Faits prisonniers au moment de la guerre de 1870-1871, ils prennent connaissance notamment au cours de leur captivité des expériences du catholicisme social allemand. Une vision européenne peut ainsi s'élaborer. Ils vont fonder en 1871 l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers. Le but en est de « rapprocher, sans les confondre, les classes de la société française, irritées les unes contre les autres par les doctrines irrégieuses et révolutionnaires et par les conséquences d'une transformation économique dont le peuple est la première, mais non pas la seule victime. » Il s'agit de contribuer à une rechristianisation en même temps qu'à la défense des intérêts matériels et moraux du monde ouvrier. Le but est moins d'attirer les masses ouvrières que de former une élite.

Albert de Mun est d'abord occupé par son action politique et parlementaire pratiquement ininterrompue de 1876 à 1914 comme député du Morbihan puis du Finistère. Il participe à l'œuvre de législation sociale de la III^{ème} République soutenant l'existence de syndicats mixtes, la réglementation du travail des femmes en 1888, l'interdiction du travail des enfants de moins de 13 ans en 1890, les réformes du droit du travail sur les accidents professionnels, l'arbitrage dans les conflits, la législation sociale internationale. Il préconise la création de caisses d'assurances spéciales alimentées conjointement par les patrons et les ouvriers et l'organisation de caisses de secours et de retraite pour améliorer le sort des ouvriers âgés.

Les cercles se multiplient rapidement dans toute la France : en 1878, l'œuvre compte 375 cercles et près de 8 000 membres « protecteurs » et 37 500 travailleurs. En 1900, le bilan de l'œuvre fait apparaître la création de 418 cercles avec 60 000 membres, de 136 syndicats agricoles avec 42 500 adhérents et de 77 syndicats dits de « l'aiguille », des associations chrétiennes de mères de famille.

Le mouvement initié par Albert de Mun et René de La Tour du Pin est volontairement et systématiquement à la recherche de contacts avec l'étranger. En 1884, un comité, chargé de coordonner les recherches des différents groupes en Europe, est créé : L'Union catholique d'études sociales et économiques, connue comme l'Union de Fribourg, compte soixante membres. Des thèmes communs se dégagent des travaux menés : le syndicalisme, le régime corporatif, l'organisation de l'industrie, la question agraire, le salaire, les assurances ouvrières, la réglementation internationale de la production industrielle.

Ces travaux sur la « question sociale » constitueront la base de l'encyclique *Rerum Novarum* (« des choses nouvelles ») que Léon XIII publie en 1891. Celle-ci marque une rupture dans le rapport de l'Église à la société et devient le socle doctrinal officiel du catholicisme social. Alors que depuis un siècle, les autorités de l'Église mènent une guerre contre les « libertés modernes » issues de la Révolution française, qui inspirent les réformes

anticléricales effectuées depuis la Révolution et les sentiments anticléricaux qui se sont répandus dans toute l'Europe.

Cette encyclique fait le constat de la conflictualité des rapports entre patrons et ouvriers et justifie le droit de l'Église d'intervenir dans le domaine social. Elle condamne à la fois le socialisme parce qu'il vise à abolir la propriété privée, mais aussi la « situation d'infortune et de misère imméritée » des classes inférieures, ainsi que la concentration dans les mains de quelques-uns de l'industrie et du commerce, qui « impose un joug presque servile à l'infinie multitude des prolétaires ». Elle justifie le droit de l'Église d'intervenir pour mettre fin au conflit ou pour l'adoucir, tant par l'enseignement qu'en essayant d'améliorer le sort des catégories les plus pauvres. Dans cet esprit, elle appelle à la création de syndicats. L'encyclique est la première pierre de la Doctrine sociale de l'Église.

Pour le catholicisme social, ce texte, prise de position officielle de l'Église catholique, est un encouragement inespéré. Ses initiatives se développent plus rapidement et il inspire de plus en plus d'activités : œuvres de caractère social, mais aussi partis politiques ou syndicats d'inspiration chrétienne. Des divergences s'installent entre ceux qui, comme Albert de Mun, mettent l'accent sur l'action de la classe dirigeante et ceux qui préconisent l'initiative ouvrière.

La naissance de l'Action Catholique de la Jeunesse Française (ACJF)

Une manifestation en Suisse rassemblant la jeunesse chrétienne donne à Albert de Mun l'idée de lancer en 1886 l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF) dont le but est de « coopérer au rétablissement de l'ordre social chrétien ». Son premier congrès a lieu à Angers en 1887 et dès 1891, son premier président, Robert de Roquefeuil présente à Rome plus de 1 200 militants. D'abord limitée aux milieux étudiants, elle s'ouvre en 1896 à tous les jeunes catholiques, fédérant ainsi les organisations de jeunesse préexistantes (conférences d'étudiants, cercles divers de jeunes gens, etc.). L'association devient en fait une véritable école de formation sociale : par son aumônerie souvent assurée par les Jésuites, par ses Congrès annuels à partir de 1902, par ses enquêtes et ses campagnes, elle prépare les jeunes catholiques à leurs futures responsabilités et joue le rôle de pépinière féconde.

Grâce à l'encyclique *Rerum Novarum*, l'ACJF prend son véritable essor et se range clairement dans le camp du catholicisme social, adoptant la devise « sociaux parce que catholiques ». L'association reste donc en continuité avec les objectifs initiaux, mais une évolution s'esquisse après la première guerre mondiale en dirigeant un certain nombre de ses membres vers le terrain civique et politique. Les années 1920 marquent pour les jeunes catholiques de l'ACJF l'entrée dans la démocratie. Plusieurs de ses militants sont proches du Parti démocrate populaire (PDP) fondé en 1924, ou figureront plus tard parmi les cadres de la Démocratie chrétienne française (le futur cardinal Pierre Gerlier, Georges Bidault, François de Menthon, Edmond Michelet, Robert Schuman, etc.).

La naissance de l'Action Catholique Spécialisée (ACS)

En Belgique, le Cardinal Cardijn réunit dès 1912, la première équipe de jeunes ouvriers. Cette expérience s'étend dans le Nord de la France avec le Père Guérin. A partir de 1926, ces équipes s'organisent pour donner naissance à la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC). Ces équipes sont créées dans une perspective légèrement différente de celle de l'ACJF autour d'une démarche, le voir-juger-agir : le souci n'est plus de former une élite intellectuelle et sociale pour diriger la société mais de travailler à une évangélisation au sein du milieu de vie - « l'évangélisation du semblable par le semblable » -, de refaire « chrétiens nos frères » comme le levain dans la pâte et d'animer la masse et le milieu de vie lui-même. La JOC contribuera à faire émerger des responsables des milieux populaires

eux-mêmes. Elle s'affilie en 1927 à l'ACJF comme mouvement autonome et très vite, rassemble un nombre de jeunes comparable au reste de l'ACJF.

Ce dynamisme provoque une réaction en chaîne de chaque milieu social : la Jeunesse agricole catholique (JAC), la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), la Jeunesse maritime catholique (JMC) et la Jeunesse indépendante catholique (JIC) se structurent également entre 1929 et 1936 au sein du comité général de l'ACJF. Cette spécialisation fait prendre conscience au catholicisme social, dont est issue l'ACJF, de l'importance du phénomène de classe sociale et de l'adaptation nécessaire de l'action qu'il en résulte. Elle modifie à la fois la structure et la nature de l'ACJF, chaque mouvement ayant sa propre identité, qui donnera lieu à une nouvelle ACJF.

Le succès de la JOC va également donner l'idée à Marie-Louise Monnet, d'appliquer la démarche du voir-juger-agir de la JOC, auprès de jeunes filles de son milieu bourgeois. Elle fonde la Jeunesse Indépendante Chrétienne Féminine en 1931, qui est reconnue par l'Église le 24 janvier 1935.

En 1936, est créé le mouvement Cœurs vaillants – Âmes vaillantes, qui deviendra, en 1956, l'Action Catholique des Enfants (ACE).

En 1937, l'abbé André-Marie Talvas et Germaine Campion créent le groupe l'Entraide pour venir en aide aux alcooliques et prostituées. En 1946, le Nid est fondé, en référence à l'ambiance chaleureuse d'un des premiers lieux d'accueil. Le Nid est engagé dès sa fondation dans le soutien à la loi de fermeture des maisons closes par la loi dite « Marthe Richard ». Il donnera naissance à partir de 1971 à des activités menées par des professionnels (centres d'accueil et d'hébergement).

L'évolution accomplie est d'autant plus importante que ces mouvements de jeunesse spécialisés sont validés quand le pape Pie XI défend en 1931 l'Action catholique, conçue comme « la participation des laïcs à l'apostolat hiérarchique ». Initialement mouvement de laïcs, dirigé par des laïcs, n'engageant pas l'Église et avec des aumôniers proposés par les dirigeants, l'ACJF et les mouvements spécialisés qui la composent sont désormais encadrés par des clercs et sous la tutelle de la hiérarchie ecclésiastique qui nomme l'aumônier et délègue son « mandat » pour l'évangélisation de milieux donnés. La commémoration triomphale du cinquantième de l'ACJF en 1936 au Parc des Princes en présence de l'épiscopat, la célébration l'année suivante du Xe anniversaire de la JOC devant 100 000 jeunes travailleurs traduisent ce qui semble un succès exceptionnel.

Durant les années 1920 et 1930, l'ACJF et les mouvements d'ACS œuvrent avec les autres composantes du catholicisme social, les cercles d'études du Nord et du Nord-Est, les Groupes d'études du Sud-Est de Marius Gonin et la Chronique sociale de Lyon, le mouvement Le Sillon de Marc Sangnier, le mouvement personnaliste d'Emmanuel Mounier et d'autres, tous en complémentarité ou en concurrence, pour éduquer toute une génération à la responsabilité sociale et politique. Ils suscitent, parmi leurs membres, de nombreuses « vocations » civiques et politiques à l'origine de la création et du développement du syndicalisme chrétien et du courant de la démocratie chrétienne. Cet engagement est non seulement social mais aussi civique et politique et s'opère, dans les années 1930, avec un « glissement à gauche ».

De nombreux membres des mouvements d'Action catholique contribuent ainsi au développement du syndicat chrétien, la CFTC, créée en 1919. Lors du Front Populaire de 1936, de nombreux militants de la JOC participent aux grèves unitaires avec la CGT.

En mars 1943, l'ACJF et la JEC refusent officiellement à leur Conseil fédéral d'Avignon le Service du Travail Obligatoire. Beaucoup de leurs membres rejoignent les maquis et sont les premiers à donner l'exemple.

C'est donc une révision en profondeur de l'approche traditionnelle de l'action des catholiques dans la société qui s'est opérée, à laquelle les mouvements naissants de l'ACS ont contribué. Un tel choix de pénétration et de présence accrues dans la vie démocratique du pays, mené parallèlement à l'accentuation d'une dimension

spirituelle d'évangélisation et d'une tutelle de la hiérarchie n'est pas sans tension, qui porte en germe de futures crises et controverses.

Il subsistera toujours au sein de l'ACS deux perspectives issues des origines des différents mouvements : la perspective d'une évangélisation du milieu de vie par les membres du mouvement qui est la marque de l'intuition originelle de la JOC (et de la JICF) et celle de la formation sociale d'une élite catholique, assurée par les Jésuites au démarrage de l'ACJF, spécialisée ensuite par milieu (JAC, JEC, JMC, JIC). Les mouvements d'adultes qui se formeront à la suite (ACO, ACI, CMR) portent encore aujourd'hui la marque d'une synthèse plus ou moins complète de ces deux perspectives.

Les mouvements d'ACS dans la déconfessionnalisation, l'éclatement de l'ACJF et la fin du mandat

La Seconde guerre mondiale conduira à renforcer les dynamiques à l'œuvre dans les années 1930.

L'ACJF, un temps attirée par la Révolution nationale de Vichy, s'engage dans la reconstruction démocratique du pays. Dès 1943, elle infléchit son orientation, mettant l'accent sur « l'engagement dans le temporel », ce qu'elle appelle « l'action institutionnelle ». En 1945, son président déclare : « notre rôle n'est pas d'appeler à la conversion tel ou tel individu, mais d'infuser le dynamisme de notre charité, à l'ensemble des milieux de vie ». L'intégration de la classe ouvrière reste pour elle la question centrale, exigeant l'abandon de tout paternalisme, la promotion d'une élite ouvrière et l'ouverture pour elle de responsabilités dans les institutions politiques. Un glissement s'opère donc de « l'agir en tant que chrétien » dans le cadre d'un mouvement qui s'affirme comme tel à « l'agir en chrétien » selon la célèbre distinction de Jacques Maritain.

En novembre 1944, des responsables de l'ACJF et des mouvements d'ACS font partie du groupe de personnalités se réclamant souvent du catholicisme social, qui créent le Mouvement républicain populaire (MRP) marquant la réintégration du catholicisme français dans la République. Le MRP se défend d'être un parti confessionnel mais presque tous ses dirigeants sont connus comme catholiques et la masse des catholiques vote pour lui.

La période de la guerre avait autonomisé les liens entre les mouvements d'ACS et l'ACJF. Pour être vraiment la fédération coordinatrice des cinq mouvements spécialisés qui la composent, l'ACJF entreprend une rénovation à partir de 1949 et tente de dépasser ses contradictions internes. Elle veut être le lieu où les différents « milieux » prennent conscience de leur interdépendance, où ils travaillent ensemble et préparent « une cité de collaboration sociale plutôt que de luttes de classes ». Elle veut être le creuset d'une « collaboration » d'une pensée sociale commune. Ainsi, les idées du catholicisme social hostile à la lutte de classes et promoteur d'une société fraternelle et consensuelle sont respectés tandis que le risque de « dérive séparatiste » de la spécialisation sans le contrepois d'une conscience nationale est évité.

Une distance est cependant prise avec le courant du catholicisme social. Selon l'ACJF, les catholiques sociaux sont insuffisamment préoccupés d'efficacité. Leur volonté de changer la société est trop timide. A la notion de doctrine sociale de l'Église, elle préfère celle d'exigences sociales de la doctrine chrétienne. L'ACJF recherche une synthèse entre les deux traditions dont elle hérite, celle orientée essentiellement vers une action spirituelle de rechristianisation de la société par les laïcs, qui privilégie l'évangélisation ou l'apostolat avec un mandat de l'évêque et celle de l'engagement, avec une autonomie d'action et une simple collaboration avec la hiérarchie pour la transformation des milieux, afin de rendre les conditions de vie et les structures plus humaines et fraternelles. Mais la seconde conception, la primauté du temporel, semble être privilégiée. « À la conquête, se substitue le témoignage », « l'évangélisation » laisse place à « l'humanisation ».

Les mouvements acceptent la rénovation qui apparaît comme un succès au début des années 1950. Chacun des mouvements de son côté fait preuve de sa vitalité et leurs militants sont au cœur de beaucoup d'initiatives. Des

Jécistes entrent en 1956 au bureau national du syndicat étudiant l'U.N.E.F. jusque-là tenu par une majorité conservatrice. La JAC joue un rôle décisif dans la transformation et la modernisation du monde rural et devient un mouvement de masse fournissant les cadres du CNJA, la section jeunes de la FNSEA créée en 1957. La JOC ancre de plus en plus son action dans le monde ouvrier ; toutefois, sa méfiance vis-à-vis des « intellectuels » et l'influence de ses aumôniers, qui font prévaloir la mission d'évangélisation par sa solidarité de classe, la mettent en tension avec le reste de l'ACJF.

Parallèlement, la déconfectionnalisation des organisations catholiques s'accélère. L'engagement au cœur du monde ouvrier et la collaboration avec des non-chrétiens - renforcée par le compagnonnage pendant la Résistance – conduit certains à remettre en cause la mention religieuse dans le nom de leur organisation.

C'est le cas, dès 1941, de la Ligue ouvrière chrétienne (LOC), issue de la fusion en 1935 des groupes d'Aînés de la JOC et de la Ligue ouvrière chrétienne féminine, qui choisit de changer de nom, devenant, pour mieux « pénétrer la masse ouvrière », le Mouvement populaire des familles (MPF). L'évolution se poursuit en 1946 par la sortie des aumôniers des équipes dirigeantes ce qui amène l'épiscopat à ne plus le « mandater » mais à le « missionner ». En 1950, l'épiscopat donne en 1950 mandat à une nouvelle création, l'ACO. Le MPF perdure en changeant à nouveau de nom, il devient Mouvement de libération du peuple (1950) et participera en 1957 à la création de l'Union de la Gauche Socialiste et certains de ses membres à celle du PSU en 1960.

La même dynamique touche la CFTC. La « fraternisation » des équipes de la CFTC au sein des grèves et manifestations qui conduisent au Front populaire, amèneront après-guerre ses responsables et les militants d'ACS à œuvrer à la déconfectionnalisation de la CFTC en CFDT lors du Congrès d'Issy-les-Moulineaux de 1964. Le syndicat remplace dès 1947 la référence à « la Doctrine Sociale de l'Église » par « les principes de la morale chrétienne » dans le premier article de ses statuts. Le Congrès extraordinaire d'Issy-les-Moulineaux, en septembre 1964, décide à 70 % des voix le changement en CFDT. Les minoritaires gardent l'ancien sigle et la CFTC « maintenue » reste parmi les confédérations syndicales françaises.

La déconfectionnalisation montre l'existence d'un courant qui considère la sécularisation comme un phénomène irréversible qu'on ne doit pas freiner et dont est issue une frange militante qui bascule progressivement à gauche : certains anciens du MPF, de la CFDT mais aussi d'organisations comme Objectif 72 ou La Vie nouvelle, participent à la fondation du PSU en 1960 puis se rapprochent du parti socialiste rénové après le Congrès d'Épinay (par exemple Jacques Delors) et jouent un rôle non négligeable dans l'accession en 1981 du PS au pouvoir.

Dans cette période, l'accent mis sur les engagements temporels, le « tropisme de gauche » qui est apparu, les ambiguïtés de la notion de mandat (les militants veulent une liberté d'options dans leur action et l'Église veut se dégager de toute compromission), la cohabitation difficile entre la JOC et l'ACJF sont les éléments de crises qui remettent en cause la nature de l'action catholique, du rôle des laïcs dans l'Église et de leur présence dans la société en tant que chrétiens.

La disparition de l'ACJF en 1956 en est le premier évènement révélateur de ces évolutions, perçues comme des échecs dans sa tentative de synthèse entre la conception qui donne la primauté à l'action religieuse d'évangélisation et qui implique la tutelle de l'Église et celle qui privilégie l'action temporelle et demande une liberté de choix.

Malgré tout, les mouvements de l'Action catholique spécialisée, constituent dans les années 1950 un « nouveau printemps » pour l'Église de France, qui pose la question de l'existence d'un laïcat catholique, acteur à part entière de la vie de l'Église qui est traditionnellement bâtie et hiérarchisée autour du sacerdoce des prêtres.

Cette expérience inspirera considérablement le Concile Vatican II convoqué par le Pape Jean XXIII au début des années 1960, qui donnera une place et un rôle primordial aux laïcs dans l'évangélisation et la mission de l'Église.

Marie-Louise Monnet, fondatrice le JICF, puis de l'ACI et de son mouvement international, le MIAMSI, participera aux travaux comme observatrice.

En 1957, les Secrétariats nationaux de la JEC et de la JECF démissionnent pour dénoncer la torture en Algérie. Ils le font à nouveau en 1965, contraints par Mgr Pierre Veuillot, coadjuteur de l'archevêque de Paris, qui considère que leur engagement politique est un détournement du mandat. Cela provoque des démissions en chaîne et à la veille de 1968, l'épiscopat rompt les ponts avec une part dynamique et engagée des élites étudiantes. Le Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), qui a succédé en 1962 à la JAC, se politise après 1968, s'ouvrant par l'intermédiaire du MIJARC (mouvement international) aux expériences brésiliennes des communautés de base et de la théologie de la libération. Le bureau national démissionne en 1972. La JOC, comme son correspondant adulte l'ACO, affirment de plus en plus leur identité ouvrière.

L'édifice construit depuis les années trente est globalement en crise dans les années soixante-dix. L'Assemblée épiscopale de Lourdes en 1975 en tire les conséquences : elle abandonne la notion de mandat, laisse à chaque organisation une entière autonomie, et dégage toute responsabilité quant aux options politiques ou sociales qu'elles peuvent prendre.

La période récente

La perte du mandat, qui s'ajoute à la diminution considérable du nombre de prêtres et la perte d'influence de l'Église au sein de la société française, entraîne un affaiblissement des mouvements d'Action Catholique Spécialisée.

Ils continuent cependant de constituer une famille de mouvements reconnue par l'Épiscopat, qui leur adjoint des mouvements d'origine différentes : Vivre ensemble l'Évangile aujourd'hui (VEA) qui a pris la suite de l'ACGH créé en 1954, le Mouvement des Cadres et Dirigeants Chrétiens (MCC), créé en 1966 par la fusion de l'USIC et le MICIAC, l'Action Catholique des Femmes, issue de l'ACGF née en 1954, le MCR qui a pris la suite en 1988 de la « Vie montante » créé en 1961.

1.1. L'action du MIAMSI au conseil de l'Europe

Daniel Guéry

Avant tout, je voudrais évoquer Marie-Louise Monnet qui est à l'origine de l'ACI (Action catholique des Milieux Indépendants) et du MIAMSI, sa dimension internationale (Mouvement International d'Apostolat des Milieux Sociaux Indépendants). En effet, Marie-Louise Monnet est née au sein d'une famille ouverte sur le monde où s'illustra son frère Jean, le « Père de l'Europe », qui avait travaillé en secret sur un projet de mise en commun du charbon et de l'acier.

Nul doute qu'avec son frère, il y eut des échanges où la trilogie : regarder, discerner et transformer était de mise!

A l'origine de notre présence au Conseil de l'Europe, un précurseur

L'initiative du Père Jean Bouttier

Après avoir été aumônier du MIAMSI, ancien vicaire général du Diocèse de Laval, Jean Bouttier a été nommé aumônier des instances européennes de Strasbourg. Sa proximité avec Marie-Louise Monnet, son expérience mondiale auprès des mouvements du MIAMSI en faisaient la personne *ad hoc*.

Côtoyant le Conseil de l'Europe régulièrement, il a fait connaissance de nombreux parlementaires mais surtout de la structure même de l'institution dont la Conférence des OING qui rassemble les organisations de la Société Civile.

L'accréditation auprès du Conseil de l'Europe

Avec des membres de l'ACI de Strasbourg, en lien avec et au nom du Relais Européen, il renseigne le dossier d'accréditation du Relais Européen du MIAMSI auprès du Conseil de l'Europe.

Pour assurer une présence effective et, conformément à l'Esprit de l'ACI, il constitue autour de lui une équipe locale avec notamment Jean-Paul Mathern, Jean-Claude Buchmann, Lisbeth Guy, Roland Fennocchio. Nous étions dans les années fin 1980, début 90. Le MIAMSI venait d'acquiescer le statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe. C'est dans la foulée que Le Relais Européen a proposé une rencontre de tous ses membres à Strasbourg ; j'y reviendrai plus tard.

Puis, naturellement, en 2003, avec le passage du statut consultatif au statut participatif, le MIAMSI a pu accéder à davantage de possibilités d'actions au sein de la Conférence des OING. Il a notamment participé à des réunions d'experts comme au suivi des conventions signées par les Etats.

La Conférence des OING – La place du MIAMSI

Pour bien comprendre l'implication du MIAMSI au sein du Conseil de l'Europe, il est nécessaire de revenir sur la structure même de l'institution et le fonctionnement de la Conférence des OING.

Le Conseil de l'Europe est constitué de quatre piliers : Comité des Ministres, Assemblée Parlementaire, Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux et Conférence des OING, sans compter la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) et le Commissaire des Droits de l'Homme.

Le Comité des Ministres, à travers son Secrétariat Général s'engage à « faciliter la participation et l'accès des OING à des organes tels que les comités intergouvernementaux et d'autres organes subsidiaires du Comité des Ministres, et les organes de suivi des traités du Conseil de l'Europe conformément aux textes en vigueur. Cette participation permet aux OING de continuer à porter à l'attention du Conseil de l'Europe les effets des transformations des sociétés européennes et les problèmes auxquels elles sont confrontées. »

La Conférence des OING du Conseil de l'Europe rassemble actuellement 303 OING impliquées en Europe. Elle est en lien direct avec les 3 autres piliers du Conseil ainsi qu'avec le Commissaire aux Droits de l'homme et la CEDH. A rappeler que les objectifs du COE sont la Défense des Droits humains, de la Démocratie et de l'Etat de droit.

La question des droits de l'homme aura été et reste l'objet de la démarche du MIAMSI. (cf. article 2 des statuts)

- *promouvoir un monde plus humain et plus fraternel. Cela passe en priorité par*
- + l'option préférentielle pour les plus pauvres et les plus faibles*
- + la promotion et la défense des Droits de l'Homme*
- + la solidarité entre les humains considérés comme frères.*

Stimuler les contacts avec les instances supranationales, les mouvements et associations internationaux qui, bien qu'agissant dans d'autres milieux sociaux ou ayant des références religieuses ou culturelles différentes, œuvrent pour

- + la paix, la solidarité et la justice,*
- + la dignité de tout homme et de tous les hommes,*
- + l'intégrité de la création*
- + et une collaboration internationale toujours plus efficace,*

Dans ce cadre, les enquêtes et la révision de vie constituent le socle sur lequel nous construisons nos interventions : Poser des questions, apporter des faits de vie, créer des ponts pour générer des dialogues et une meilleure prise en compte de la dignité humaine, voilà ce qui nous guide.

Nous nous fondons sur l'Évangile, évidemment, mais aussi sur la pensée sociale de l'Église que nous cherchons chaque jour à approfondir (cf. Participation à la journée de formation à propos du texte du dicastère de la Doctrine de la foi : *Dignitas infinita* – 13 octobre 2024).

Les liens avec le MIAMSI et son Relais Européen

Le lien avec les pays du relais européen (MIAMSI Europe) :

L'action de « l'équipe de Strasbourg (constituée dans le même esprit que celle du Père Bouttier) n'est pas du tout déconnectée de la vie du MIAMSI et des pays dans lesquels il est implanté en Europe. Chaque année, elle rencontre les délégués / Présidents nationaux des mouvements pour rendre compte de son travail et travailler avec eux les pistes à suivre, les dossiers à nourrir.

Organisation et / ou participation aux rencontres européennes :

1. Rencontre européenne du MIAMSI à Strasbourg en 1991 : **une Europe nouvelle pour l'Homme, une Europe qui puisse partager ses richesses avec l'ensemble du monde**
2. Rencontre Européenne en Sicile à Pozzalo en novembre 2015 : **la Méditerranée, une route dans la mer**
Sous le Haut Patronage du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et la participation de M. Markus Jaeger, chef de la division Migration à la direction Droits de l'homme du Conseil de l'Europe.

Rencontre mondiales (AG et Congrès du MIAMSI)

1. Assemblée Générale et Congrès Mondial du MIAMSI à Fiuggi en 2000
Construction d'un monde solidaire, d'un monde tel que Dieu le veut.
2. Assemblée Générale du MIAMSI à Madagascar (2004)
Fais tomber les murs, ouvre des chemins de paix ; solidarité, justice, tolérance et Paix
3. Assemblée générale du MIAMSI à Malte (2008) :
La migration : Une chance pour construire des Ponts

Ces cinq rencontres, plus que d'autres ont nourri et nourrissent encore le travail de l'équipe de Strasbourg car les mouvements Européens ont gardé dans leurs objectifs et activités de « terrain » la lutte contre la pauvreté et la participation à l'aide aux personnes migrantes.

Notre action actuelle au Conseil de l'Europe

Actuellement, comme nous l'avons encore vécu lors de l'Assemblée générale de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe du 14 au 16 octobre dernier, nous sommes présents dans plusieurs comités de travail :

- **La Charte Sociale Européenne** : défendre et assurer les droits sociaux pour tous
- **Le Dialogue interreligieux et inter convictionnel** : pour une plateforme européenne de dialogue
- **L'Environnement, le changement climatique, le patrimoine et la santé** : prendre soin de la maison commune
- **La pratique du Sport et les droits de l'Homme**
- **L'intelligence Artificielle** et le respect des droits de l'Homme
- **Questions migratoires** et veille / actualité : Nous sommes à la source de la création de ce comité où notre contribution est très importante. Après 3 ans de présidence, nous en assumons encore la vice-présidence et à plusieurs reprises avons témoigné de nos actions sur le terrain au cours de webinaires notamment avec :

- ✓ Une présence à Calais en soutien aux personnes migrantes (jungle)
- ✓ La proposition de cours de français à Strasbourg avec toutes les implications annexes (souci de la santé des personnes, accès au logement, soutien dans les recherches administratives, ...)

Nous participerons, avec 3 autres OING à un voyage d'étude en Pologne en février 2025.

A chaque intervention, nous insistons sur le nécessaire respect de la dignité de la personne et interrogeons nos interlocuteurs à ce propos. Nous souhaitons ouvrir les yeux de chacun dans le cadre du droit ! La plupart du temps les droits existent, sont définis et ratifiés par les Etats mais ne sont pas exécutés. En ce qui concerne les questions migratoires, forts de l'expérience des échanges lors des rencontres européennes et mondiales, nous travaillons sur le changement de mentalité des personnes en responsabilité !

C'est, me semble-t-il, conforme aux objectifs du MIAMSI !

Nos collaborations

[Avec les mouvements d'ACS](#)

Depuis de nombreuses années maintenant nous collaborons au quotidien avec *Pax Romana* (Cadres et intellectuels Chrétiens).

[Au sein du Forum Mondial des OING d'inspiration Catholique – plateforme de Strasbourg](#)

Nous participons et nous animons la plateforme régionale du Forum Mondial des OING d'Inspiration Catholique (environ 20 OING accréditées auprès du Conseil de l'Europe).

Une manière de s'entraider avec les autres organisations sœurs pour une présence renforcée des chrétiens au sein de l'institution.

[Avec le Saint Siège](#)

Le lien avec l'Observateur permanent du Saint Siège est assuré de manière approfondie depuis plus d'une quinzaine d'années.

1.2. L'implication des membres de l'ACI auprès des migrants

Bernard PINSON

Je n'ai pas besoin de vous rappeler combien aujourd'hui l'actualité nationale mais aussi étrangère résonne fortement de la problématique des questions migratoires. Cette problématique n'est pas nouvelle : elle est même de tous les temps et de toutes les géographies. Cependant aujourd'hui, la réalité que constitue les migrations est de plus en plus instrumentalisée par des forces politiques notamment pour faire du migrant un bouc-émissaire ; un bouc-émissaire qui expliquerait une partie des maux qui marquent notre société et éviterait ainsi que, collectivement, nous nous interrogeons sur les dysfonctionnements, les malaises existentiels, qui traversent nos sociétés.

Attention, dire cela ne signifie pas que l'on veuille sous-estimer les difficultés auxquelles nous sommes confrontés avec des mouvements migratoires que nous ne maîtrisons pas ! Ces difficultés sont réelles. Mais la question qui nous est posée est la suivante : comment en société réagissons nous à cette situation ? Comment par notre réaction notre société donne-t-elle à voir de son projet et des valeurs qu'elle veut servir ? La question se pose pour nos sociétés mais elle se pose de la même manière pour chacun d'entre nous : en qualité de citoyen, quels actes je pose ? En qualité de croyants marchant à la suite du Christ, quels gestes posons-nous ?

Dès lors, il est bien naturel que la question des migrations soit une préoccupation que les membres de l'ACI portent depuis de nombreuses années....

A partir de ce qui a été vécu et relu en ACI, en France et plus largement au sein des mouvements affiliés au MIAMSI (Mouvement International d'Apostolat des Milieux Sociaux Indépendants) représentant 24 pays d'Europe, d'Amérique Latine, de l'océan Indien, d'Afrique et d'Asie, le mouvement a élaboré des paroles pour se donner des points de repères.

Il y a plus de 15 ans (en 2008), le MIAMSI concluait son assemblée générale à Malte par un message intitulé : **« La Migration : une chance pour construire des ponts »**

« Alors que le phénomène migratoire pourrait être une chance pour la construction d'une société plus fraternelle, les conditions dans lesquelles il s'accomplit aujourd'hui affectent gravement les personnes, les familles et les peuples. Il entraîne une atteinte intolérable au respect de la dignité humaine et aux droits de l'homme et menace la cohésion sociale.

Dans le discernement du phénomène complexe des migrations ..., nous découvrons que c'est aussi une chance pour construire une société diversifiée, pluriculturelle, multi-religieuse et plus tolérante... Faisant l'expérience de Dieu qui habite en l'autre, étant conscients de partager la même terre, nous nous engageons dans un changement de mentalité et d'attitude pour être des femmes et des hommes ...ouverts à la richesse de la diversité ».

En 2015, le Comité national de l'ACI soutenait une autre déclaration :

« Répondant à l'exigence évangélique : ' J'étais un étranger et vous m'avez accueilli', accueillir celui qui frappe à la porte devient source de joie tant pour l'accueilli que pour l'accueillant. L'action de l'État a besoin de s'appuyer sur la mobilisation civile pour remplir son rôle. Des membres de l'ACI sont déjà à l'œuvre sur le terrain depuis de longues années, avec d'autres, individuellement ou au sein de diverses associations. Encourageons cette vigilance et cette disponibilité ... »

Il est intéressant de noter que le mouvement ne cède en rien à une forme d'angélisme, puisque cette même déclaration fait référence à la complexité de la situation :

« D'autres d'entre nous et autour de nous hésitent devant cette crise dont la complexité n'est plus à prouver. À ceux-là nous disons : changeons notre regard, dépassons nos peurs, rendons-nous proches de ceux qui souffrent. Ce ne sont pas des problèmes ou des questions qui arrivent, ce sont des personnes, enfants, femmes, hommes qui fuient la mort, la guerre, le viol et la torture. Nous ne pouvons mettre un voile sur notre cœur devant tant de misère. »

Notre conviction en mouvement est qu'autour de cette question des migrations, d'ailleurs comme pour toutes les questions qui traversent notre vie en société, notre vivre-ensemble, **il nous faut sans relâche nous interroger, nous confronter à d'autres pour nous enrichir ce que d'autres vivent de manière différente, sans oublier de nous laisser guider par la Parole de Dieu.**

La relecture des comptes-rendus d'équipes soulignait les nombreuses expériences d'accueil de migrants conduites par des membres du mouvement et plus généralement le souci que les membres des équipes de se questionner autour de la problématique de l'accueil et de l'accompagnement des migrants dans notre pays.

C'est forte de cette conviction du besoin de partager et de se questionner, que l'ACI a organisé une agora. Nous avons appelé « agora virtuelle », car organisée en visio, pour rassembler un plus grand nombre de personnes sans limites géographiques mais dont je vous assure que ces rencontres n'ont rien eu de virtuelles.

L'objectif était d'inviter largement dans et en dehors du mouvement tous ceux que cette question concernait, intéressait dans le but de partager et de croiser les expériences. Plus de 70 personnes ont rejoins ces agoras avec un format assez classique pour notre mouvement : des témoignages à partir d'expériences diverses suivi d'un temps de partage en petits groupes autour de quelques questions :

- Qu'est-ce que j'ai découvert ou qui m'a touché ?
- Qu'est ce qui me bouscule ?
- Quelles perspectives cela m'ouvre-t-il ?

Les témoignages ont illustré différents modes d'accueil et d'accompagnement de personnes : accueil d'un migrant à son domicile par un couple sur une longue période ou par l'intermédiaire d'une association citoyenne, temps ou moyens financiers donnés à une association accompagnant des personnes migrantes, témoignage d'un médecin qui, via différentes associations, s'est mis au service de la sante de personnes migrantes. Daniel, tu étais intervenu au titre du mandat qui t'a été confié par le MIAMSI en qualité de Président du Comité Migration de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe.

Enfin, il avait été demandé à l'exégète Gerard Billon d'éclairer cette question de la migration à travers le regard que nous propose la Bible à partir de l'histoire de Joseph et de ses frères dans les livres de la Genèse et de l'Exode : une histoire faite successivement d'accueil et d'asservissement. Elle montre combien le rapport accueillants/accueillis est difficile. Gérard Billon aura souligné comment dans le traitement de ses immigrés, le peuple des accueillants doit se souvenir de la dureté de sa condition quand il était dans la situation d'accueillis. Gérard Billon aura conclu par l'exemple de l'accueilli : Jésus. Nul besoin de souligner combien il n'a pas toujours été accueilli, mais à ceux qui l'ont accueilli il a donné l'identité de fils de Dieu.

Ces rencontres ont permis à l'ACI de construire l'année passée une parole dont on peut souligner quelques points. Vous avez l'ensemble de la déclaration dans vos livrets de participants.

L'expérience de ceux qui s'engagent dans l'accompagnement des personnes migrantes leur fait témoigner : « que la vie jaillit au cœur même de la rencontre. Ils nous disent « que cet accueil est pour les personnes accueillies une chance et signe d'une dignité reconnue. Ils témoignent d'un extraordinaire désir de vivre : *« Ils sont des survivants, ils veulent vivre pleinement ; Ils nous enrichissent, nous ouvrent à la différence. Ils nous permettent de nous adapter au monde qui évolue rapidement. L'expérience à la fois humaine et spirituelle de cet accueil procure de la joie ».*

Avant d'être des migrants, les personnes accueillies sont des hommes, des femmes, des enfants avec une histoire, une culture, des désirs. Elles ont besoin d'attention, de réconfort, de bienveillance, de confiance, de vérité, de gratuité et de respect de leur dignité. Elles ont besoin de créer des liens, de rencontrer des personnes pour partager (cuisine, musique, jeux ...) et d'être accueillies comme elles sont, là où elles en sont. »

Il ne s'agit pas de sous-estimer les difficultés. En relisant la parole rédigée, celle-ci ne souligne sans doute pas assez l'importance d'agir avec d'autres que les agoras ont soulignés. Ne pas rester seul pour discerner ce à quoi on est confronté et comment réagir.

« Cet accueil ne se fait pas sans questions, appréhensions, suscitant parfois des incompréhensions voire des déceptions quand les liens établis se rompent sans explication ; et cette question qui surgit : « Qu'avons-nous mal fait ? ». Ces expériences nous renvoient à celle d'un accueil gratuit.

Parfois de la colère surgit devant tant de souffrances traversées par les personnes, de compétences gâchées et de difficultés à élaborer des solutions avec elles. Ce à quoi il faut ajouter la complexité et les incohérences des politiques administratives les régissant. C'est pourquoi il faut agir avec d'autres pour être soutenu et mieux

comprendre la diversité des situations rencontrées. Se former et se fixer des limites est important.

Tout cela n'est pas sans lien avec le choix du type de société que nous défendons en tant que citoyen. Ces rencontres transforment nos regards : elles mettent en lumière la complexité des politiques à mettre en œuvre. »

Le chemin n'est jamais achevé. D'autres rencontres pour poursuivre ce travail de discernement seront sans doute à construire en ACI mais aussi avec tous ceux qui s'engagent pour que la dignité de chaque femme et homme soit respectée.

1. 3. Les universités d'été : une réponse aux enjeux du monde

Nathalie DEVILLE

Depuis 2021, l'ACI organise, chaque année, une université d'été ouverte à tous : aux adhérents et non-adhérents sur un thème donné : l'écologie, le sens de nos engagements, la fraternité, la démocratie. Cela permet un cheminement sur trois jours où l'on peut, en petite équipe, prendre le temps de regarder ce que nous vivons, discerner et voir ce que nous pouvons transformer dans notre vie. Des tables-rondes avec des intervenants nous permettent d'approfondir notre réflexion. Des temps de détente sont proposés. Nous sommes invités à rencontrer des personnes engagées sur le thème de l'UE. Par exemple, sur le thème « la fraternité », le directeur d'un ESAT nous a expliqué comment il organisait le travail des salariés, afin qu'ils ne soient pas stressés et nous avons visité l'ESAT : ce qui nous a marqué, c'est de voir des salariés fiers de nous expliquer comment ils travaillaient et heureux de travailler.

Convertir nos pratiques environnementales et sociales

On peut ici écouter le témoignage de Bertrand : *« Je suis déjà engagé dans une démarche de conversion écologique. L'écoute des intervenants et les temps d'échanges en petites équipes m'ont amené à réaffirmer cet engagement. Lors de l'UE, je me suis remis face aux appels du Pape François dans ses textes « Laudato si » et « Fratelli tutti ». J'ai pris trois heures pour faire « la Fresque du climat » : un jeu qui permet de comprendre sur le plan scientifique le dérèglement climatique, ses conséquences et de réfléchir ensemble à ce qui peut être fait individuellement et collectivement. »*

A la fin de cette UE, Bertrand repart avec des pistes dont celles-ci

- déplacer une partie de son épargne pour la mettre au service de projets socialement utiles
- se former à la « fresque du climat ».

Ces actions, même si elles sont individuelles au départ, ont un impact à grande échelle. La façon dont on gère l'épargne peut transformer le système économique et financier. L'épargne et la transition écologique constituent un lien qu'on fait après une réflexion et ne relèvent pas d'une évidence.

Depuis, Bertrand a suivi ces pistes. Il a animé plusieurs « fresques du climat » : rencontre ACI ouverte aux adhérents ou non adhérents sur le territoire, au sein d'une association locale, dans un lycée public, en paroisse, avec les membres du CCFD...

Ce jeu permet une prise de conscience et amène des transformations : une personne m'a confiée un jour « après cette fresque, j'ai décidé d'utiliser les transports en commun pour aller au travail et non plus la voiture ».

Elle comporte aussi un enjeu pour le monde : la transition écologique est un défi pour ce siècle. La planète va-t-elle pouvoir encore être habitable ?

Le sens de nos engagements

Jean est venu à cette université d'été en 2022, en se disant qu'il allait pouvoir discerner quels engagements il prendrait lorsqu'il serait à la retraite dans quelques années. Il prend conscience qu'il peut s'engager dans son entreprise aujourd'hui. Il observe des cas de burn-out. Il prend conscience qu'il peut peut-être contribuer à la prévention de ses burn-out. Il a été marqué par des négociations salariales houleuses entre syndicats et direction. Dans son discours, la direction dit vouloir le bien-être de tous les salariés. Dans les faits, la direction accorde peu de reconnaissance aux employés, en les augmentant pas ou peu. Jean repart de l'université d'été avec deux pistes :

- prendre des nouvelles de son collègue en convalescence pour burn-out
- rejoindre un syndicat.

Aujourd'hui, Jean a la volonté d'agir avec son syndicat. Cela passe par le fait de lire les courriers des syndicats. Cela permet d'avoir une vision globale de ce qui se vit dans l'entreprise. Il interroge le syndicat sur l'existence de données statistiques sur les burn-out au travail.

Une nouvelle personne, jeune, a rejoint son équipe de travail. Jean a pour mission de la former. Cette personne est très consciencieuse et veut progresser vite. Jean l'invite à prendre du temps, à ne pas aller trop vite. Il est bien conscient qu'elle risque un burn-out.

Les prises de conscience que permettent l'Action catholique sont durables. Elles se déroulent et portent leurs fruits sur le temps long.

L'enjeu pour le monde est celui de la reconnaissance au travail. Tout le monde y aspire. Cela doit être défendu collectivement. Or la souffrance au travail est très répandue. C'est important que des personnes agissent pour cette reconnaissance.

Acteurs de démocratie dans le monde

Regardons le témoignage de Richard, un jeune élu politique. Celui-ci découvre l'ACI lors de l'université d'été d'Angers en 2024 ayant eu pour thème « Acteurs de démocratie pour bâtir l'avenir » :

« Ce qui m'a le plus marqué, ce sont les partages en petits groupes. J'ai beaucoup écouté. Je parle beaucoup en tant qu'élu. Cette posture d'écoute m'a fait du bien. Nous avons partagé sur l'importance de porter auprès d'autrui ce qui nous semble important quitte à être en désaccord. Je repars avec le point d'attention : écouter, faire une place aux voix discordantes. C'est fondamental dans un collectif et en démocratie. »

L'enjeu repéré est que des élus politiques puissent parler de ce qu'ils vivent, s'interroger, réorienter leurs choix... et que la politique puisse avoir un impact sur la vie des personnes...

Une orientation de l'ACI s'en dégage : Permettre aux personnes des Milieux indépendants de découvrir la richesse d'un partage de vie : *« j'ai été émerveillé par cette parole vivante, libre dans notre atelier »*. Or les élus sont un peu seuls face à leurs questions. Les milieux indépendants peuvent être acteurs de transformations au plan collectif.

Mais on peut aussi voir le témoignage de Marie :

« Nous échangeons beaucoup avec mon fils sur des sujets très différents, mais notamment sur la politique. Ce qui me gêne, c'est son côté défaitiste par rapport à la politique. Il se documente beaucoup, lit de nombreux articles et a toujours plein d'arguments pour justifier ce qu'il pense. Je me sens souvent démunie. A l'approche des élections européennes et législatives, je lui ai envoyé des articles du journal « La Croix » pour qu'il comprenne la nécessité d'aller voter, et qu'il puisse avoir d'autres informations, peut-être plus justes. Le jour des élections législatives, j'étais chez mon fils et ma belle-fille, ils m'ont surpris en sortant le programme de chaque candidat, ou plutôt de chaque partie politique sur internet, pour être mieux informés et faire un choix.

Suite à ce fait évoqué en atelier et au partage en équipe, j'ai compris qu'en tant que parent, nous avons le devoir de transmettre nos valeurs, mais aussi d'être à l'écoute de nos enfants même devenus adultes, écouter jusqu'au bout tout ce qu'ils ont à nous dire et ensuite respecter leurs choix éventuellement différents des nôtres. »

L'ACI n'est pas un mouvement qui s'engage en tant que tel. Comme le souligne le Pape François, l'ACI rejoint les personnes telles qu'elles sont, dans leurs lieux de vie et les fait grandir dans l'amour du Christ et du prochain. En équipe, nous regardons notre vie, puis discernons à la lumière de l'Évangile. **Nous sommes amenés à nous engager concrètement, là où nous vivons pour faire changer les choses, pour construire un monde plus juste, plus humain.**

1. 4. Le sens du travail

Noël BALOUT

Les enjeux

L'ACI de Loire Atlantique a organisé en janvier un forum sur le sens du travail qui a connu un certain succès. Un article du « Courrier de l'ACI » (n°213, 2024) lui est consacré. L'un de nos principes de base était de permettre les échanges. En effet, c'est une désolation aujourd'hui de voir nos concitoyens refuser le dialogue avec qui n'est pas du même avis. L'ACI a une place et un devoir en ce sens. Je voudrais succinctement revenir sur les éléments avec lesquels ont été introduits les échanges en y ajoutant quelques considérations particulières pour ce colloque.

1. Parmi les nombreux révélateurs du sujet, il y avait la réforme des retraites avec l'évolution du sentiment d'injustice en 30 ans, des réformes Balladur à nos jours en passant par la réforme Fillon.
2. Autre exemple : l'efficacité de la dépense publique. Les coûts augmentent et le service diminue. L'économie n'est plus une réponse.
3. Les symptômes se multiplient : l'absentéisme (de 43 à 77 millions de jours, +80% en 10 ans), les arrêts maladie (+31% depuis la crise Covid), une relative indifférence aux accidents du travail (plus de 1 000 décès chaque année). Et il y a fort à parier qu'augmenter la durée du temps de travail aura le même effet. L'économie n'est pas la réponse ou en tous cas. Elle est loin d'être la seule réponse. Reprenons le sujet plus globalement.

Un regard sur le travail *(à partir de l'intervention d'Eric Malo Responsable. Adjoint CFDT Pays de la Loire)*

1. Pour la société, Jérôme Fourquet donne une image : La France du travail serait coupée en 3 : un premier groupe : les ouvriers, artisans, agriculteurs, disons le monde de la production. Un second groupe : les bureaux, cadres intermédiaires, services publics. Un troisième groupe : les élites, la « France qui gagne ». Fourquet associe chaque groupe à une orientation politique : au premier le RN, au second le NFP, au troisième, le centre-droit ou gauche, macronistes ou républicains. Il va falloir réconcilier ces 3 Frances, qu'elles se parlent, dans un contexte de montée de la violence, en y ajoutant la rue et ceux qui sont écartés du travail. La question du travail est au cœur des problèmes du pays.

2. Pour les employeurs, public ou privé, le contenu du travail est un sujet très différent. Ici, le travail n'est ni un bien ni un mal. Certes, il existe des différences importantes selon les régions du monde mais partout les employeurs sont placés entre 2 opposés. D'un côté, l'efficacité, produire au moindre coût en luttant contre les fraudes ou le coulage. Le travail, c'est de plus en plus la machine, l'ordinateur, les logiciels, les IHM, un travail au service du capital. Mais, d'un autre côté, le travail c'est aussi une responsabilité : celle du travail bien fait, fournir des produits et des services répondant aux critères de qualité et d'hygiène ou de sécurité.

Les *open space*, la robotisation ou les nouvelles caisses enregistreuses sont arrivés sans vraiment de dialogue social. Dans les faits c'est l'efficacité qui a primé. Le télétravail s'est imposé par nécessité au moment du Covid. Pour l'employeur, la question du sens du travail est vue sous l'angle d'une contrainte morale et comme vecteur pour attirer les talents ou pour permettre une plus grande motivation des collaborateurs.

3. Pour le client ou l'utilisateur, ce qui va compter c'est le rapport prix/qualité. Il va être attentif au moindre coût comme au service rendu. Le rapport des patients au monde médical, qu'il s'agisse de la désertification de la santé ou du cas des urgences, illustre bien ce qu'un usager ou un client attend du travail d'un médecin ou d'infirmiers.

4. Venons-en à présent à celui qui est à la base de tout : le travailleur. Le travail n'est pas qu'un gagne-pain. Les attentes des travailleurs : Les contreparties (salaires, avantages, ...) ; un besoin de sécurité (matérielle, dans la durée, ...) ; une communauté d'appartenance (faire partie d'un groupe, avoir un statut, estime des autres...) ; un impact positif sur le monde (être utile, vocation, soigner, enseigner ...) ; une cohérence éthique (mes valeurs, mais aussi les moyens pour concrétiser, ...) ; le développement individuel (évolution personnelle, estime de soi, réalisation, ...)

Quelques tendances constatées *(à partir de l'intervention d'Eric Malo Responsable. Adjoint CFDT Pays de la Loire)*

- Principe d'incertitude, donc vivre le présent : ici et maintenant
- La fin du travail à vie
 - On part quand on n'est pas content
 - Des diplômés reviennent à des métiers manuels,
 - Nomadisme (travail pour un temps court, CDD souvent préférés ...)
- Moindre attachement au travail, trouver un sens en dehors du travail
- Remise en cause des implicites antérieurs : Les vieux partent jeunes à la retraite, les jeunes doivent en baver, salaires à l'ancienneté, l'ascenseur social
- Réaction tardive et lente des employeurs
 - Prendre en compte les demandes individuelles (emploi du temps, ...)
 - Difficultés de recrutement

En arrière-plan *(à partir de l'intervention d'Eric Malo Responsable. Adjoint CFDT Pays de la Loire)*

- Des transformations sociétales
 - Vieillesse de la population, féminisation,
 - Montée du niveau d'études,
 - Individu (individualisation, « never satisfied », judiciarisation, recul du collectif, recul de l'engagement)
- Une transformation du monde du travail
 - Les conditions de travail (pénibilité, ...)
 - Difficultés accrues (complexification, intensification, numérique, robotisation, normes, règlements, ...)
 - Epuisement mental, émergence du burn out
 - Assistanat, recul de l'engagement... et bénévolat
- Un manque de reconnaissance
 - Partage de la valeur insuffisant
 - Déclassement par rapport au niveau d'études
 - Promesses non tenues

Enjeux pour demain

Les enjeux sont vitaux : Faudra t- il repenser l'être humain ? ou donner un sens différent à nos économies ?

- Des postulats questionnés :
 - plus de temps libre?

- plus de droits?
- plus de libertés?
- L'homme, la réalisation, la personne humaine :
 - Être,
 - Bien être et bien vivre, sens de la vie,
 - Ethique, agir sur le monde, transformer...
- La nature, l'écologie
- Groupe, communauté, société, nation, continent
- Efficacité, compétitivité dans un contexte de compétition mondiale

Une remarque : dans l'Antiquité et au Moyen Âge, le travail n'a pas été toujours considéré comme un sujet noble. Jésus et les grands courants spirituels ou philosophiques avaient donné une perspective de la vie humaine. Sommes-nous destinés à manger, boire, dormir et nous « distraire » ?

Nature et écologie, communauté, nation, continent ... vont avoir besoin du travail. Il va bien falloir « se retrousser les manches ».

En conclusion

La perte de sens a obligatoirement un lien avec la déchristianisation. Lequel ? Il faudrait du temps pour le dégager. La foi en Dieu tournerait-elle davantage vers le don de soi, le sacrifice, une autre dimension du travail ? Il nous faut commencer par réconcilier l'intelligentsia avec le peuple. C'est le rôle des sages que nous devrions être (exemple des Kukai du Japon) : travail et repos sont la façon dont l'esprit d'une société s'incarne dans le monde. Il existe un parallèle avec l'art, celui de l'artisan qui met l'idée, la pensée dans la matière. Salarié ou bénévole le travail est le moyen de se réaliser dans le monde. Dans le 5^{ème} commandement, la formulation commence par : « Tu travailleras six jours, tu feras tout ton ouvrage » (Exode 20,9). Six jours tu « serviras » et feras tout ton ouvrage (Deut 5,13). A rapprocher de : « De tout arbre du jardin tu mangeras » (Gn 2,16)

Il en va ainsi pour le travail. Nous devons considérer le couple travail/repos comme une idée philosophique en tant que telle. Comme une globalité. Comme la manifestation de l'esprit, de la pensée.

Le travail c'est l'esprit d'un pays mis dans le réel. Les 30 glorieuses ne sont pas venues qu'en raison du plan Marshall. Dans les années 50 et 60 je me rappelle de l'envie de mes parents et de nos voisins de reconstruire. Nous avons à renouveler cette dimension, l'envie de construire, de réparer les brèches. Pour cela nous aurons besoin de poètes de philosophes mais aussi de religieux. D'un souffle nouveau. Au niveau d'un pays ou au niveau de l'Europe. Nous savons que le travail est un puissant facteur d'intégration, bien plus que l'assistanat ou que l'éducation.

Ce couple travail/repos doit donc être regardé dans sa globalité : la nation, le continent ou la planète. Et dans cette globalité, chacun (Cf. homologie de Fromaget : chaque partie connaît le tout) doit savoir le tout, comprendre où aller avec un destin commun : sauver la planète ou un monde plus humain, comme ouvrier, employeur, consommateur, citoyen. Pour réparer les brèches, pour restaurer les chemins.

Place pour les symboles : Le symbole fait partie des outils pour relier réel et idéal. Cela peut être le rôle de l'ACI que de générer les symboles induits par la parole et l'Esprit. Pour cela nous avons besoin de tous. Nous avons besoin de vous.

On peut terminer avec quelques commentaires sur le forum organisé à Nantes. Peut-on organiser un forum au plan national et/ou sur plusieurs années ? Ce serait peut-être un symbole.

2. Ateliers



Les participants se sont retrouvés en « 6 X 6 » pour répondre à trois questions : comment cela résonne en nous ? Quels enjeux pour demain ? De quoi l'Action Catholique doit se saisir pour rester pertinente ?

Comment cela résonne en nous ?

L'historique de ce matin est magnifique ! Cela montre que rien n'est s'est fait comme cela. Il n'y a pas de raison que l'Action catholique n'arrive pas à se renouveler.

La démarche de s'arrêter pour avoir un pouvoir d'action est nécessaire : il faut prendre du recul pour identifier ses marges de manœuvre. L'ACS est l'avenir de l'Eglise. Cela fait du bien d'entendre que l'ACI a porté et porte encore des fruits sur des enjeux essentiels dans la société.

Quels enjeux pour demain ?

Comment dialoguer avec des personnes qui refusent l'accueil des migrants et plus largement l'accueil de l'altérité ? On peut faire de la différence une force et réhabiliter le dialogue. La dimension sociale est essentielle pour être présents aux enjeux de la société, comme par exemple le travail mais non au détriment de la vie personnelle. Que le monde de demain soit un monde où chacun ait sa place, puisse s'exprimer, dans le respect de chacun ! Cela serait un facteur de paix. La fresque du climat peut permettre de constituer des équipes de révision de vie sur la transformation écologique. On peut proposer un parcours d'échange et d'action sur le travail, sur la violence et la paix ; continuer à se mobiliser prioritairement sur les changements globaux (social, écologique, paix, démocratie/ dignité de chacun, migrations...). L'Action catholique est liée à l'Eglise mais elle est parfois sacrifiée. Il faut revenir à l'authentique du message de Jésus-Christ : il a guéri avant d'évangéliser. On doit se servir du modèle du Christ, ne pas rester entre nous, dialoguer, écouter et être écouté aussi, inviter d'autres, garder les fondamentaux de notre religion comme axe de conduite, continuer d'agir par de petites actions soutenues.

Il faut aussi maintenir la présence du MIAMSI au Conseil de l'Europe, inviter les autres notamment par des annonces paroissiales, continuer l'organisation de ces colloques, développer la culture de la fraternité ; continuer à transformer pour un monde plus juste, plus solidaire, pour protéger notre maison commune, pour changer notre regard et aider chacun à changer son regard.

De quoi l'Action Catholique doit-elle se saisir pour rester pertinente?

Travailler avec d'autres : mouvements, services ... Dialoguer avec tous les mouvements et avec les autres mouvements mais aussi prendre le temps de prier ensemble : implorer l'Esprit Saint (L'une des trois personnes de la Trinité) pour aider dans ce dialogue ; faire travailler ensemble les paroisses et les mouvements. Infuser le voir-juger-agir dans les paroisses (comme la JAC le fit au sein des institutions rurales), en gardant à l'esprit que les autres ont aussi une richesse à apporter. L'ouverture aux autres mouvements d'Eglise est essentielle mais on doit aussi rejoindre les initiatives qui sont en route, notamment les mouvements / engagements où sont les jeunes générations. On peut permettre aux différents mouvements d'Eglise d'aller interpellé les séminaires pour se faire connaître, la CEF, les diocèses.... Il faut garder autant que possible un contact étroit avec les paroisses et les diocèses. Inviter tous les mouvements d'Action catholique à avoir, régulièrement, des rencontres thématiques et à prendre la parole ensemble. On peut créer des rencontres avec les différents mouvements d'action catholique pour élargir la réflexion et la confrontation. Il existe un besoin de croiser les regards de l'Action catholique (CMR, ACO, ACI, JIC, ...) sur les diocèses pour accueillir la parole de l'autre pour se transformer soi-même, transformer l'autre en équipe, mouvements et plus largement, avec l'Eglise, la société et ses périphéries. Dans le cadre de nos réunions d'équipe, on peut inviter un catéchiste en cours de parcours.

Rejoindre des jeunes. Se rajeunir mais comment ? Avoir le souci que les jeunes découvrent notre démarche

Offrir des espaces de parole : Promouvoir la liberté de chacun en permettant de ne pas être des « moutons » ou des « petits soldats ». Parler autour de nous de ce que nous vivons en ACI. Besoin d'écouter et d'être écouté : penser à la réciprocité, ne pas chercher à être plus visible pour soi-même mais comme un cadre où peut se vivre la rencontre et l'écoute. Pour rester pertinente, l'Action catholique doit proposer des lieux et des temps de partage de vie, d'écoute sans jugement en étant attentif à inviter des personnes de nos milieux respectifs, quelques soient leurs options religieuses, politique, ... sans stigmatisation pour l'évangélisation du semblable par le semblable. Sans perdre notre identité, on peut mutualiser nos moyens autour du travail comme un forum. On se manque aux uns, aux autres sur les jeunes générations. On doit écouter les jeunes et s'ouvrir aux jeunes générations. En ACI, nous avons de bons moyens, de bonnes méthodes, un bon patrimoine. Mais comment trouver de nouveaux formats ? des propositions qui parlent aux jeunes ? Mais comment aider la société à réfléchir ? à se poser des questions justes ? des questions de fond ? Mais comment rendre notre fonctionnement interne en équipe ? Comment aider à fonder (ou refonder) avec des plus jeunes ? ACE-MI ? JIC-JICF ? Comment utiliser de nouveaux lieux ; café ACI ? ... les nouveaux rythmes : 1/an, par trimestre, par semestre. Pertinence pour la société : s'écouter, partager, inviter hors de l'Eglise, oser sans avoir peur du regard de l'autre. Etablir des lieux et les conserver, ouvrir les dialogues sur les préoccupations humaines. Créer des lieux d'échange : thèmes : travail, climat, violence, où est Dieu / santé ? L'ACI doit témoigner en premier, travailler en paroisse et entre mouvements, garder notre diversité d'action (Europe, Université d'été, réunions d'équipe). Nouveaux formats à construire pour toucher et diversifier les appels / divers publics : café : débattre dans des cafés ; parcours dans des cafés. Comment aider à questionner pour aider à raisonner ? Il faut plus de spiritualité, plus de vie. Maintenir des lieux de rencontre où on puisse se parler (aussi avec des gens qui ne pensent pas comme nous) en toute confiance, sans se sentir jugés. Besoin d'aller vers (on sait faire). Mettre en place des tiers lieux. S'engager dans les lieux de décision et de débats pour évangéliser. Se rendre proche de nouveaux venus dans l'Eglise (catéchumènes). Cultiver la révision de vie. Garder le « voir, juger agir ». On apprend à écouter, garder cette pédagogie. Importance de l'évangélisation du semblable par le semblable. Comment cela nous transforme, d'où cela vient ? ce qu'on a reçu, par qui ça passe ? Se le dire. Comment on repart ? Pour cela, pas besoin d'avoir forcément « trempé dans le bénitier ». Vivre le compagnonnage (cf Emmaüs).

International : Entretenir la présence du MIAMSI au Conseil de l'Europe pour apporter la voix de l'Évangile au sein des institutions (dignité de la personne).

3. Table ronde : DIALOGUE AVEC LES THEOLOGIENS

Introduction

Après une saine analyse des pratiques ce matin – que ce soit dans le domaine de la formation par les universités d'été, l'ouverture internationale, la réflexion sur le travail, l'action auprès des migrants – il est temps de reprendre ces éléments d'un point de vue théologique. Comment peut-on qualifier cet exercice ? S'agit-il de « théologie pratique », de « théologie pastorale », voire même de « théologie politique » ? Chacun pourra apprécier.

Quoi qu'il en soit, notre rencontre renoue à sa façon avec une tradition heureuse portée à l'Institut Catholique de Paris. Citons notamment pour mémoire le colloque organisé les 28-29 mars 1988 organisé sur le thème « L'Action catholique aujourd'hui ? ». Celui-ci avait réuni quelque soixante-dix responsables de mouvements de l'Action catholique spécialisée (ACE, ACI, ACO, CMR, JIC, JOC, JOCF, MRJC, le Nid) avec un nombre important de théologiens, « dans la volonté, par cette médiation intellectuelle, de fonder théologiquement la manière de relever le défi lancé à l'Eglise par le monde moderne » selon les termes du secrétaire général de l'ACO, Didier Niel.

L'exposé théologique du colloque, avait été assuré par le Père Joseph Doré, à l'époque directeur de l'UER de théologie et de sciences religieuses de l'ICP. Celui-ci faisait suite à plusieurs rencontres de préparation et des contacts réguliers dans les mouvements. Son intervention avait souligné la place dans l'Eglise de l'Action catholique, en rappelant son intuition fondatrice : faire connaître l'Evangile là où il n'est pas présent et concevoir la mission comme un dialogue, dans le souci d'une véritable annonce de la foi⁽¹⁾. Son exposé s'était terminé par une citation du Cardinal Thiandoum dans son 2^e rapport au synode de 1987 : « *Partout où elle existe, l'Action catholique mérite vraiment la confiance de l'épiscopat car elle correspond à l'activité apostolique de l'Eglise* ».

L'objectif de cet après-midi est un peu différent : il s'agit s'approfondir le sens des pratiques évoquées ce matin par trois interpellations de chercheurs ayant entendu les prises de parole de ce matin.

La première viendra d'une analyse contextuelle sur la situation du monde par une « clinique du réel ». Elle nous sera proposée par Marc Grassin, éthicien et professeur à la faculté de philosophie et directeur de l'Institut Vaugirard de l'Institut Catholique de Paris (www.ivhm.fr). Sous sa houlette, dirigeants et managers d'entreprises publiques ou privées travaillent les problématiques opérationnelles et stratégiques, sous l'angle singulier des humanités (philosophie, sociologie, anthropologie, économie, histoire...). Marc est déjà intervenu lors d'un Conseil National de l'ACI.

Lui succédera le Père Bernard Michollet. Celui-ci est membre de la Communauté Mission de France et prêtre incardiné dans le diocèse de Belley-Ars (Ain). Il est surtout ancien aumônier national de l'ACI et formateur à la Mission de France. Il tentera de répondre à la question : « Qu'est-ce qu'une parole d'Eglise ? ».

Enfin, interviendra Thierry Le Gouaziou, directeur du cycle C de formation en théologie à l'ICP, destiné à des laïcs exerçant une activité professionnelle désireux de trouver une ouverture intellectuelle et spirituelle. Celui-ci est par ailleurs docteur en théologie morale et directeur de l'Association départementale de parents et d'amis des personnes handicapées mentales de la Nièvre (ADAPEI). A partir d'un rappel du mouvement actuel de synodalité dans l'Eglise, il se demandera comment s'adresser au monde aujourd'hui et fera une proposition pour une « Action catholique plus synodale ».

¹ J. DORE, « L'Action catholique aujourd'hui et demain », *La Documentation catholique*, 1974, 18 décembre 1988, p. 1181-1191

3.1 Être du monde pour défier la noirceur et la désespérance

Marc GRASSIN

Être hors ou dans le monde face aux défis d'un monde qui vit des bouleversements profonds et durables, voilà l'horizon de sens d'un engagement pour « Voir, juger et agir ». L'ACI comme mouvement d'église, témoin d'une foi et d'une espérance, porte sur l'enjeu d'une présence qui permette une mise en phase avec les évolutions et les vécus. Pour le dire autrement, il s'agit sans a priori de poser la double question « Où suis-je ? » et « Où en sommes-nous ? » afin d'être authentiquement acteur. C'est reprendre pied avec un spirituel incarné et incarnant, un spirituel qui fait corps avec le poids du monde et le poids des hommes et des femmes que nous sommes. Il s'agit bien d'être du terrain. Car la force du terrain est de déposséder des a priori et des certitudes. C'est aussi celle de reconduire aux vivants et à la relation avec tout ce qu'elle commande, à la fois dans ce qu'il a de tragique, d'inquiétant, de souffrant mais aussi de fabuleux et d'émerveillant. Être du terrain, c'est vouloir la vigilance de poser avec effort et lucidité un regard nouveau par devers les mantras que nos idéologies et nos pratiques nous poussent à répéter sans même les questionner. Le terrain, ce « avec et par les autres », nous ramène à la force d'un décryptage de la situation, premier pas pour penser et agir. Il s'agit de retrouver le chemin de l'autre, de son dire, de son vécu, de ses émotions pour changer le paradigme. « Où sommes-nous ? » et « Où en sommes-nous ? » nous ramènent à trois questions : A qui parlons-nous ? De qui parlons-nous ? De quoi parlons-nous ? Premier acte de l'action pour qu'elle ouvre le chemin d'une justice et d'une éthique, essayer d'être les portes paroles d'autres que soi-même. Il s'agit de rendre visible et de lever les angles morts de nos construits sociaux et de nos idéologies. C'est bien l'enjeu premier car la vie suivant son cours, nous peinons à nous départir de nos aveuglements et de notre cécité. Les angles morts sont multiples et nombreux, naturels au construit social et à l'existence. Il s'agit donc de se donner les moyens et l'attitude qui permettent de regarder autrement. Karl Mannheim évoquait dans « idéologie et utopie » le besoin d'avoir une intelligensia librement flottante, c'est-à-dire d'être d'aucun camp pour être de tous les camps. Voir autrement pour penser autrement et agir adéquatement. C'est tout le travail de la présence et tout l'enjeu de la présence d'un mouvement d'église qui adresse une espérance et une foi.

S'il y avait que des bonnes nouvelles dans le « où nous en sommes ? » nous ne serions pas là à essayer de comprendre et d'interpréter ce « présent » du monde. Hannah Arendt évoquait dans la crise de la culture, l'existence comme brèche du présent entre un passé révolu et un avenir infigurable. L'état du monde nous met dans la situation tendue d'une mise en brèche où les clés d'interprétation du monde sont à revisiter et à inventer. A défaut d'en avoir la capacité pleine et entière, nous pouvons relever des défis qui doivent nous occuper.

Le premier est celui du changement de modèle. Les crises multiples qui obligent à se réinventer en particulier celle de la crise climatique et plus encore celle de la biodiversité conduisent à prendre conscience de la limite du modèle productiviste et extractiviste. L'anthropocentrisme et l'humanocentrisme qui pensent le rapport à l'environnement et la nature de manière centripète montrent aujourd'hui ses limites. Une pensée élargie de soi, décroisée et ouverte à une négociation écosystémique avec le vivant humain et non-humain, ancrée dans une politique du prêter attention redéfinit des manières d'être et de faire. Nous appréhendons le début d'une recomposition nécessaire pour faire autrement monde et construire une économie éthologique et écologique. B. Morizot affirme que nous avons besoin « d'une éthologie des autres et une écologie des lieux ». Être présent nécessite de s'inscrire désormais dans cette nouvelle complexité et d'abandonner les schémas mentaux et organisationnelles qui ne sont plus adéquats au défi.

Deuxième grand défi est celui du politique à travers la problématique de la démocratie et de l'état face à la dégradation de l'espace public de discussion. Nous vivons une situation paradoxale liée au libéralisme dans ses travers contemporains. L'idée que l'état et la démocratie ne puissent être remis en cause trouve désormais sa limite. Rien ne garantit que la démocratie, l'état de droit protecteur et l'Europe survivent aux mouvements chaotiques de nos désirs et de nos manières de faire et de vivre. De ce point de vue, nous vivons un trouble d'incertitude et une entropie inédite qui risquent de conduire à une fragilisation d'une certaine idée du vivre ensemble. Les causes sont très certainement multifactorielles, chacune agissant à sa manière dans la crise de confiance et le ressentiment qui délient la volonté de vivre ensemble. La dégradation sans précédent de l'espace public par le fait d'une désinhibition de la parole et de l'inflation de médias idéologisant les faits, le passage à une situation de post-vérité accompagnée d'une crise de la légitimité des institutions et de leur représentant, le ressentiment face à la dégradation sociale et son corolaire de bouc-émissarisation, le retour fantasmatique à un originaire culturel identitaire d'entre soi face à une Europe et l'extrémisme de droite, la désintermédiation et la dérégulation sous prétexte de l'oppression qu'elles génèrent, la mise en danger de la démocratie sociale dans la gestion courante de la construction des rapports de force, tout cela nuit gravement à la logique d'une construction patiente, prudente et exigeante des raisons des choix politiques, culturelles et sociaux.

Le troisième grand défi est celui du travail dont la réalité et le rapport sont hétérogènes. Pas grand-chose de commun dans le vécu du travail entre les grands groupes mondialisés, les petites entreprises localisées sur un territoire, entre les salariés et les indépendants, entre les urbains et les campagnes, entre les grandes villes et les villages ou villes moyennes. Il n'y a pas le travail, mais de multiples formes du travail avec des vécus et des droits sociaux très divers, de même il n'y a pas une économie mais des économies. Ce qui reste néanmoins commun est que son existence est marquée par le travail en ce qu'il permet les conditions matérielles de son insertion dans la vie sociale mais aussi pour parti son estime de soi et son identité. (Preuve en est la crise que représente la perte d'emploi) Le travail est donc une réalité à fort enjeu. Où en sommes-nous dans le travail ?

- Le travail est l'objet d'une crise de confiance. Les carrières sont plus hachées, aléatoires, mouvantes. Entre les faillites, les licenciements, les restructurations, le travail nécessite une capacité d'adaptation et d'agilité sur le plan des compétences et des métiers, sur le plan psychiques et mentales et sur l'organisation de sa vie privée. Rien n'assure la durabilité de ce qui est entrepris, ni même le juste retour de ce qui y est investi personnellement. N'assurant plus mécaniquement l'ascenseur social, ni l'égalité, le travail est l'objet d'un désenchantement. Il n'opère plus comme la promesse d'un avenir meilleur nécessitant d'y plonger sans retenue. La jeune génération a en partie déconstruit la mythologie ancienne du travail et préfère l'envisager comme une donnée parmi d'autres dans l'économie de la gestion de sa vie.
- Le travail opère une déconnexion avec la vie. La problématique n'est pas nouvelle, déjà très présente lorsque l'humain est devenu le rouage de la mécanique productivité des « temps modernes ». Cette rupture d'avec la vie renforce un certain malaise dans le contexte de nos sociétés libérales qui a fait place à l'enjeu du bonheur et de la vie réussie. La déconnexion d'avec soi-même est plus difficilement vécue. La coupure entre valeurs et pratiques, entre vie privée et vie professionnelle effracte le besoin de cohérence et d'unité de soi.
- Le travail met à rude épreuve la santé. La dureté du monde du travail est aujourd'hui reconnue, non plus comme affectant le corps, mais aussi l'esprit. De Gaulejac parlait dans son livre le coût de l'excellence du « système managinaire » qui réclamait l'investissement entier de l'esprit. La pression, l'accélération, la surcharge par la réduction des coûts, mais aussi certaines formes de management et d'organisation brutalisent et déstructurent les personnes ouvrant le chemin à la rupture dont la forme la plus radicale est le Burn-out.

- Le travail de demain est incertain dans l'hybridation homme-machine allant jusqu'à la rivalité et la substitution. Si celle-ci n'est pas en soi nouvelle, le monde industriel l'a connue, elle touche désormais les cols blancs et des secteurs d'activités qui semblaient jusqu'ici épargner. L'IA est particulièrement l'objet de profonde transformation et d'une manière générale nul ne sait vraiment ce que sera les compétences nécessaires pour le travail de demain. La peur de l'obsolescence de soi, comme déjà l'évoquait Gunther Anders, est désormais vive questionnant la capacité à créer une socialité du travail convivial (Ivan Illich). Dans son dernier ouvrage « La vallée du Silicium » Alain Damasio questionne la coexistence de l'IA et de l'humain dans une sorte de voyage ethnographique de ce qui se prépare.
- Une double attente tend la question du travail à travers l'évolution des conditions. Celle du sens tout d'abord, particulièrement face à la crise écologique et la crise sociale. Nombreux sont ceux qui questionnent leur rôle et posent la question de la complicité à un système qui dégrade. Jusqu'où participer ? Celle de la sécurité ensuite. Chacun attend une sécurité des relations et des conditions pour mener sa vie, difficile lorsque dès 50 ans le système tend à vous exclure de monde du travail. L'abaissement progressif de l'âge d'exclusion du monde du travail, en contradiction complète avec la réalité sociale, crée un climat de fragilisation de la vie sociale.

Comme tout état des lieux, il est contestable, mais il sert de base pour questionner son rôle et sa place. Certains diront que le diagnostic est sombre et désespérant. Mais c'est précisément là où se joue le témoignage de la foi, marqué par une présence humaine au cœur du monde, témoin d'un Dieu incarné dans les combats du monde. Être là au cœur de ces tensions que nous avons à vivre réclame d'être crédible, lisible et visible. Crédible en acceptant d'être engagé là où se jouent les transformations et les mutations en cours et en choisissant les combats qui comptent, lisible par la fiabilité et la cohérence des intentions et la correspondance de sa foi et de sa manière de vivre, visible non pas dans le démonstratif mais dans le « avec l'autre » au quotidien. Il y a beaucoup d'attentes aujourd'hui. Il y a aussi beaucoup d'expériences, d'innovations, d'engagements incroyables, il y a au cœur d'un avenir inquiétant aussi la foi, celle qui croit que l'humain lorsqu'il regarde le monde trouve en lui, en l'autre et en Dieu une force humaine qui transforme le monde.

3.2 Pour une pertinence renouvelée de l'intuition de l'Action catholique

Bernard Michollet

De la même façon qu'est née l'Action catholique lorsque les chrétiens, catholiques en l'occurrence, s'interrogeaient sur la pertinence des paroles de l'Église en pleine crise moderniste, commençons par cette question : qu'est-ce qu'une parole d'Église aujourd'hui ? Parce que qu'est-ce qu'être membre d'un mouvement d'Action catholique, sinon entrer dans l'univers de la parole selon une certaine modalité ? Qu'est-ce qu'être membre d'un mouvement d'Action catholique, sinon accepter la responsabilité de servir le Christ Jésus, vivant aujourd'hui, au cœur d'une société qui l'ignore ? Qu'est-ce qu'être membre d'un mouvement d'Action catholique, sinon faire vibrer la parole humaine à l'unisson du Verbe de Dieu, en permettant que le Souffle Saint, l'Esprit Saint, s'empare de la chair humaine ?

Ce questionnement structurera notre recherche en trois moments : 1. Quelle parole d'Église dans quel univers de parole ? 2. Servir le Christ au cœur de la société. 3. Faire vibrer la parole humaine à l'unisson du Verbe de Dieu.

1 – Quelle parole d'Église dans quel univers de parole ?

En 1802, Hegel a 32 ans lorsqu'il termine son article, « Glauben und Wissen » (« Foi et savoir ») sur cette affirmation : « *Dieu lui-même est mort* ». Cette phrase issue de l'univers théologique luthérien vient alors décrypter ce qui se passait il y a plus de deux siècles, ceci que Dieu est à jamais hors-champ pour la raison. Un dieu culturellement mort est muet. C'est alors une forme d'adieu définitive à Dieu. Mais paradoxalement, c'est à ce dieu que des chrétiens, dits libéraux, finissent par adhérer, un dieu découvert lorsqu'on emprunte le chemin du sentiment, à la suite de Schleiermacher (le père du protestantisme libéral). Raison *versus* sentiment, telle est l'alternative pour penser Dieu il y a déjà deux siècles.

80 ans plus tard, Nietzsche commente le tourment dans lequel les humains se trouvent du fait que « *Dieu est mort* » (*Le gai savoir*, 1882 : § 108 ; 125 ; 343). Ils expérimentent l'effroi provoqué par la conscience du silence abyssal qui s'est installé, pas seulement un silence dans le monde mais le monde devenu absolument silence. Rien, sinon la conscience qui se rassure en se fabriquant des luminaires, les luminaires, illusoire selon Nietzsche, que sont la science, la démocratie ou le socialisme... Le Christ qui appelle *versus* les « idoles » qui « ne parlent pas » (Psaume 115, 4.5), telle est l'alternative pour penser la relation à Dieu.

Il y a un siècle et demi, l'Église devait relever le défi de délivrer une parole substantiellement « de Dieu », venant de Dieu. Or non seulement les Églises étaient remises en cause mais Dieu qu'elles étaient censées faire connaître était mort aux yeux de leurs contemporains, donc muet. Notre époque est-elle si différente ? Lorsqu'en 2013, Bruno Latour nous fait expérimenter les « tourments de la parole religieuse » (*Jubiler ou les tourments de la parole religieuse*, Les empêcheurs de penser en rond Ed., 2013), il nous fait toucher du doigt la quasi-déréliction de l'homme de foi en un monde qui sature ses réseaux de communication sans atteindre le registre de la parole.

Pour une pertinence renouvelée de l'intuition de l'Action catholique

• Éléments de caractérisation des champs culturel et ecclésial

Même succinctement, il nous faut souligner quelques traits de notre culture, car nous avons la responsabilité de penser l'intuition de l'Action catholique dans cet aujourd'hui d'une disqualification de la Parole de Dieu. Sans verser dans un « inventaire à la Prévert » ni la caricature, relevons néanmoins que, concernant notre culture :

1 – la raison qui avait évincé Dieu est elle-même dissoute en rationalités parfois autonomes parce que le concept de vérité n'est plus admis comme régulateur ;

2 – la version anglo-saxonne du politique recouvre de plus en plus sa version continentale par l'affirmation forte du libéralisme économique pour désigner le structurant politique essentiel (Dany-Robert Dufour, *L'individu qui vient... après le libéralisme*, Ed. Denoël, 2011) ;

3 – l'individualisme dans une version émersonienne (cf Ralph Waldo Emerson [1803-1882], père de la philosophie états-unienne s'est fait le chantre des potentialités de l'individu) ou nietzschéenne, compatible avec le capitalisme libéral, se dilue en un individualisme de non-sujets, de monades consommatrices dans un système-monde dont elles constituent les rouages, vivant dans un mouvement brownien qui détruit la relation fidèle ;

4 – le sentiment et l'émotion devenant les nouveaux registres de langage utiles pour le fonctionnement social et la sécurité individuelle, les individus-monades (parfois rassemblées par un élément identitaire) vivent leurs relations comme un jeu d'action-réaction ;

5 – notre société est donc « archipelisée », constituée de sous-groupes communiquant parfois plus par invectives qu'en se situant sur le registre de la parole (cf Jérôme Fourquet, *L'archipel français*, Seuil, 2019).

Et concernant l'Église en son sein :

A – l’alternative raison versus sentiment pour penser un chemin vers Dieu penche en faveur du sentiment, malgré le signal d’alarme lancé par l’encyclique *Fides et ratio* en 1998 ;

B – la Tradition catholique critique vis-à-vis du libéralisme économique, poursuivie par le pape François, donne lieu au fantasme d’un retour possible à une supposée société chrétienne idéale, concrétisée par l’existence de groupes repliés sur leur désir fantasmatique ou par une nouvelle tentation d’instrumentalisation théologico-politique conservatrice des sociétés ;

C – L’avènement d’un sujet individuel de parole, à dimension ecclésiale, contre sa négation signifiée par sa soumission à la hiérarchie ou sa place fonctionnelle assignée, se fait dans la douleur à travers le travail de transformation synodale de l’Église catholique ;

D – Le croisement des conceptions libérale, individualiste et émotionnelle travaillant la société s’ecclésialise pour subvertir toute l’Église, et désincarner l’Évangile ;

E – Contrairement aux affirmations rassurantes, l’Église s’archipélise aussi, certaines de ses îles ayant d’ailleurs des liens de plus en plus ténus avec la hiérarchie.

Ce tableau de notre contemporanéité est destiné à nous aider à prendre conscience des enjeux puissants qui traversent autant notre société que l’Église. Concernant celle-là, il faudrait pointer qu’elle combine un caractère séculier fort avec l’émergence de nouvelles spiritualités souvent immanentistes (de sensibilité orientale) et individualistes (développement personnel). L’Église y est si diminuée que le christianisme lui-même est exculturé, c’est-à-dire qu’il n’est plus un repère culturel ni même repéré culturellement (Danièle Hervieu-Léger, *Catholicisme, la fin d’un monde*, Paris, Bayard, 2003). Dans un univers sécularisé, tendent à se constituer des « poches religieuses », les individus ont à se décider pour une option philosophico-religieuse parmi d’autres (Charles Taylor, *L’âge séculier*, Paris, Seuil/Boréal, 2011 [A Secular Age, 2007]). À cela s’ajoute la révélation des délits ou des crimes d’ordre sexuel dans l’Église, une question qu’elle doit prendre à bras-le-corps, autant d’énergie qui n’est pas orientée vers la présence à la société, mais pourtant un impératif absolu.

La difficulté tient au fait que nous sommes, d’une certaine façon, dans un âge nominaliste. Le consensus axiologique (la notion de devoir rempli appuyée sur des sources convictionnelles différentes mais qui convergent dans la pratique : d’où la question qui se posait alors : au nom de quoi/qui agis-tu ainsi ?) a disparu. Il n’y a pas plus de consensus rationnel (des rationalités cohabitent ou même s’affrontent) que de consensus philosophico-religieux (aujourd’hui cohabitent diverses formes de divin personnel, panthéiste, vitaliste, etc.). Et en ce contexte complexe, la crise écologique pousse notre temps à chercher un nouvel équilibre avec la nature.

En rassemblant ainsi quelques traits saillants de notre culture et de la manière dont l’Église s’y situe, nous comprenons que le défi est double. Nous sommes dans une société en procès de transformation profonde de sa rationalité et en lutte pour accéder à la parole. L’Église qui a pour mission, par excellence, de témoigner d’une parole-source pour faire advenir des humains libres de répondre à l’appel qu’ils entendraient de la part de Dieu est doublement en difficulté. La parole-source qu’est le Christ n’est plus du domaine du croyable sauf à emprunter le chemin du sentiment et de l’émotion et en plus de cela, le registre-même de la parole humaine est tellement désarticulé qu’il est devenu un champ opaque. La tentation des Églises est déjà – et certaines y succombent – de rabattre l’Évangile sur l’humain conçu comme un rassemblement de non-sujets de parole. Je pense que nous sommes devant un défi de taille... que je n’ai pas la prétention de relever si facilement. Voyons quelques repères qui ne sont pas sans consonance avec l’intuition de l’Action catholique, à mon avis.

2 – Servir le Christ au cœur de la société

Il y a un siècle, le défi de la pertinence de la parole d’Église était à relever. Il le fut par la prise de conscience que la parole n’est pas présente qu’à travers le discours, mais l’est à travers l’« agir », à travers la « vie », disait-on, non sans ambiguïté parfois. Il n’en va pas autrement aujourd’hui. Le discours a perdu sa pertinence pas tant parce

qu'il n'est pas rationnel – comme c'était le cas il y a un siècle – mais parce qu'il émerge dans une culture dont beaucoup de membres ont décidé – ou à qui on impose – que le concept de vérité ne doit plus servir de régulateur. Il y a un siècle, on pouvait ne pas être d'accord sur le contenu du concept, mais on l'admettait. Aujourd'hui, le fait que le concept de vérité soit évincé conduit à ce que les sujets de parole deviennent des individus dont les assertions sont parfaitement auto-référencées. Les racines philosophiques de cet état de choses sont un certain individualisme et certains courants du pragmatisme. Il s'en suit que les individus sont porteurs d'assertions dont la valeur de vérité ne leur importe pas puisqu'ils se conçoivent comme des monades les unes à côté des autres, parfois se rencontrant, parfois s'entrechoquant.

Cela explique pourquoi la liberté de penser qui implique la notion de tolérance change de nature. Cette liberté n'est jamais référée à autre chose qu'à l'individu qui l'exerce. Et alors, la tolérance qui était l'affirmation du respect de l'opinion pensée d'autrui malgré le désaccord abandonne sa positivité pour devenir une tolérance d'indifférence. L'opinion d'autrui ne m'affecte pas puisqu'elle ne m'intéresse pas, en définitive, parce qu'autrui ne m'intéresse pas. Donc, pas plus qu'il y a un siècle, la parole à travers le discours n'est crédible. La situation s'est même complexifiée. Le recours à l'agir pour faire circuler la parole n'est-il pas de nouveau intéressant ?

• Penser l'agir comme parole

Nous ne pouvons pas reprendre – mais peut-être faut-il y penser ? – les débats philosophico-théologiques qui ont traversé l'Action catholique au XXe siècle sur les concepts de Jacques Maritain ou l'immanentisme de Maurice Blondel. Mais je pense qu'il n'est pas inutile d'en dire un mot, compte tenu d'un nouveau contexte et si l'on veut mettre à plat les fondamentaux de l'Action catholique pour aujourd'hui.

Commençons avec la distinction de Jacques Maritain. Il s'agit de penser la signification de l'action, action qui dit, qui est prise de parole. Lorsqu'un chrétien agit, le fait-il en tant que chrétien ou en chrétien ? Pleins de bonne volonté, certains courants catholiques, et plus largement chrétiens, veulent revenir à l'« *agir en tant que chrétien* » plutôt qu'assumer l'« *agir en chrétien* » : Agir en tant que chrétien, c'est associer expressément un choix, une orientation, à la foi chrétienne professée en affirmant qu'il constitue le chemin à emprunter. Concrètement, pour se positionner du côté de la démocratie, on crée un parti ouvertement « chrétien ». Avec des guillemets car cela signifie qu'on peut décider du meilleur régime politique sur cette terre à partir des seuls écrits vétéro- et néo-testamentaires. C'est l'idéal de chrétienté revisité sous l'angle républicain, ou socialiste, etc., car il fut un temps où l'idéal était la royauté. Cette approche fondée sur une lecture erronée de la *Cité de Dieu* de saint Augustin est de retour, non seulement pour défendre des régimes d'extrême-droite, mais pour défendre des mesures sociales ou écologiques par exemple. Elle trouve son mentor en la personne d'un théologien états-unien, William T. Cavanaugh, qui a travaillé sur l'attitude de l'Église sous le régime de Pinochet au Chili. Or, saint Augustin exprime justement, par son œuvre écrite alors que l'empire romain subit les assauts des Wisigoths et d'autres peuples germains, que la Cité de Dieu ne se confond jamais avec l'empire. La Cité de Dieu est mêlée à celle des hommes. L'affirmer, c'est simplement rappeler que le Royaume de Dieu n'est jamais de ce monde, mais le travaille de l'intérieur.

Agir en chrétien dans les réalités du monde, à travers ses structures, est devenu la manière dont l'Action catholique s'est déployée au long du XXe siècle, sans forcément s'identifier à un enfouissement anonyme, ce que certains lui reprochent. Il n'est pas sûr que l'argument de Cavanaugh – c'est-à-dire que l'État et le marché qu'il sert constituent l'idole qu'il faut dénoncer et contre laquelle il faut lutter au nom du vrai Dieu – change radicalement la donne. Sauf à vouloir appeler à la révolution au nom de cette dénonciation, il paraît difficile de convoquer tous les dieux dans une société pluraliste, pour fonder l'engagement. Et cela d'autant que dans les Églises, il serait probablement compliqué de se mettre d'accord sur le régime idéal. C'est cette question qui a conduit à l'évolution des engagements politiques des chrétiens : agir en chrétien dans différents courants – considérés comme suffisamment christiano-compatibles – plutôt qu'en tant que chrétien pour défendre un type

de société. Ce ne fut pas sans douleur... Mais le cas de nos voisins européens avec des partis chrétiens-démocrates ne laissent pas sans questions.

La philosophie de Maurice Blondel pourrait rendre service pour reprendre la question de l'agir. Disons – car cela dépasse largement le propos d'aujourd'hui – que pour lui, l'agir est l'essence de l'humain et précède même la conscience. Freud, à la même époque, disait que nous ne sommes que très peu maîtres de nous-mêmes, le ça dirigeant nos actions plus que notre moi conscient. Retenons pour notre propos que l'humain est agir, qu'il parle à travers l'action plus qu'à travers les discours et que son agir est ouverture à la transcendance. Cela permet de donner tout son poids à la relecture de vie, des engagements et de la mission en vue de réajustements grâce à une révision. Nos actions, nos décisions, nos choix... parlent. Ils disent plus que ce que nous voulons bien mettre en discours. Dans une société où les discours ont perdu leur pertinence puisqu'ils ne sont pas toujours tenus par la régulation opérée par le concept de vérité, une herméneutique de l'agir, de l'action, est urgente. D'une certaine façon – avec des outrances, parfois –, des courants déconstructionnistes ne procèdent pas autrement.

Du point de vue théologique, cette attention est fondamentale. Elle parcourt tous les écrits bibliques, avec ses sommets dans les prises de parole de Jésus contre l'hypocrisie, formalisée dans l'Évangile selon saint Jean : « *Quand le consolateur sera venu, l'Esprit de vérité, il vous conduira dans toute la vérité...* » (Jean 16, 13). Il s'agit de faire tout un travail pour entrer dans une authenticité de vie chrétienne. Et ce faisant, le disciple du Christ se fait le serviteur de son maître par un travail de parole vive au cœur de la société, un travail de prophète. Ce travail est indistinctement travail permanent de conversion et d'annonce de l'Évangile. Car vivre l'Évangile, ce n'est que travailler à l'incarner toujours plus profondément dans toutes les dimensions de notre vie, à tous les moments. C'est en cela que l'annonce de l'Évangile ne pourra jamais être rabattue sur du discours de propagande, même chaleureuse. La révision de vie consiste à mesurer l'écart entre notre profession de foi et son incarnation dans notre agir : c'est notre agir qui est notre parole au monde pas notre discours.

• **Penser l'agir comme présence**

Faisons un nouveau pas théologique : celui-ci peut être pensé sans verser dans la culpabilisation. En effet, deux schémas sous-tendent l'ensemble des formulations théologiques sur la présence de l'Église au monde et sur sa mission. Soit l'Église est identifiée au peuple sauvé au milieu du monde perdu, c'est l'image de l'arche de Noé. Soit l'Église est le signe du salut – comme l'exprime le concile Vatican II – au cœur du monde que Dieu vient sauver. Or, il n'en est pas autrement : « *Dieu, en effet, n'a pas envoyé son Fils dans le monde pour qu'il juge le monde, mais pour que le monde soit sauvé par lui.* » (Jean 3, 17). Le théologien Karl Rahner a approfondi au XX^e siècle, la réflexion sur les conditions d'accès au salut de tous ceux qui n'ont pas eu et n'auront jamais connaissance du Christ. Il a développé une théologie de la grâce de Dieu qui agit à travers les cultures sous tous leurs aspects (et pas seulement les autres religions), une conception de Dieu comme sauveur de tous les humains et pas seulement leur créateur. C'est en nous appuyant sur cette théologie que nous pouvons conduire la relecture et la révision de vie pour découvrir non seulement en quoi nous sommes appelés à la conversion, mais aussi pour découvrir comment Dieu est celui qui fonde l'action des humains même non-croyants. Disant cela, on ne les récupère pas, on contemple seulement, à travers notre grille d'interprétation, le monde pour découvrir qu'il est bien le don de Dieu renouvelé que nous proclamons dans notre foi.

Dès lors, cette position et la conception de l'Église dans ses relations avec le monde qui s'en déduit ne sont pas sans rappeler l'*Épître à Diognète* (une apologie adressée sous forme de lettre à un païen de haut rang nommé Diognète, vers les années 190-200, peut-être rédigée à Alexandrie) :

« *Les chrétiens ne se distinguent des autres hommes ni par le pays, ni par le langage, ni par les vêtements. En effet, ils n'habitent pas de villes qui leur soient propres, ils ne se servent pas d'un dialecte*

extraordinaire, leur vie n'a rien d'étrange. Ce n'est pas à l'imagination ou aux inquiétudes d'esprits agités que leur doctrine doit sa découverte ; ils ne défendent pas, comme tant d'autres, une doctrine humaine. Ils habitent dans les cités grecques et barbares suivant le lot échu à chacun ; ils suivent les usages locaux pour ce qui concerne les vêtements, la nourriture et pour le reste de la vie, tout en manifestant le caractère merveilleux et extraordinaire de leur manière de vivre.

Ils habitent chacun dans sa propre patrie, mais comme sur une terre étrangère. Ils participent pleinement (à la vie de la cité), mais ils supportent tout comme des étrangers. Toute terre étrangère leur est une patrie et toute patrie leur est une terre étrangère.

Ils se marient comme tous les hommes, ils ont des enfants, mais n'abandonnent pas leurs nouveau-nés. Ils partagent tous la même table, mais non la même couche. Ils sont dans la chair, mais ne vivent pas selon la chair. Ils passent leur vie sur terre, mais ils sont citoyens du ciel. Ils obéissent aux lois établies, mais leur manière de vivre surpasse les lois.

Ils aiment tous les hommes et tous les persécutent. On les méconnaît, on les condamne, on les tue et ils gagnent la Vie. Ils sont pauvres et ils enrichissent un grand nombre. Ils manquent de tout et ils surabondent en toutes choses. On les méprise, et dans ce mépris, ils sont glorifiés. On les calomnie et ils sont justifiés. On les insulte et ils bénissent. On les outrage et ils honorent. Alors qu'ils font le bien, ils sont châtiés comme des scélérats. Châtiés, ils se réjouissent comme s'ils naissaient à la vie. Les Juifs leur font la guerre comme à des ennemis, les Grecs les persécutent, ceux qui les détestent ne sauraient dire la cause de leur haine ».
(cf Épitre à Diognète V, 1 à VI, 10)

Le Christ est ainsi servi au cœur de la société puisqu'à travers l'agir, sa parole est diffusée, anonymement ou pas. Le discours n'arrive qu'ensuite :

« Celui qui pratique la charité au nom de l'Église ne cherchera jamais à imposer aux autres la foi de l'Église. Il sait que l'amour, dans sa pureté et dans sa gratuité, est le meilleur témoignage du Dieu auquel nous croyons et qui nous pousse à aimer. Le chrétien sait quand le temps est venu de parler de Dieu et quand il est juste de le taire et de ne laisser parler que l'amour. Il sait que Dieu est amour (cf. 1 Jean 4, 8) et qu'il se rend présent précisément dans les moments où rien d'autre n'est fait sinon qu'aimer ».

(cf Benoît XVI, *Deus caritas est*, 2005, 31c)

3 – Faire vibrer la parole humaine à l'unisson du Verbe de Dieu

En filant le thème de la parole, tentons maintenant de redire les fondamentaux qui constituent l'intuition de l'Action catholique. J'aurais envie de redéfinir l'axe de l'Action catholique ainsi : « *Faire vibrer la parole humaine à l'unisson du Verbe de Dieu* ». Si mon hypothèse que la question majeure de notre temps, celui de la société comme celui de l'Église, est celle de la parole, voici des propositions à discuter.

En nous rappelant que les mouvements d'Action catholique sont des mouvements d'apostolat, expressément mentionnés dans les actes du concile Vatican II, leurs membres portent la responsabilité que soit manifestée dans le monde le Verbe qui l'illumine.

« En outre, pour la plantation de l'Église et le développement de la communauté chrétienne, sont nécessaires des ministères divers, qui, suscités par l'appel divin du sein même de l'assemblée des fidèles, doivent être encouragés et soutenus par tous avec un soin empressé : parmi eux, il y a les fonctions des prêtres, des diacres et des catéchistes, et l'action catholique. De même les religieux et les religieuses remplissent, par leur prière, ou par leur dévouement actif, une tâche indispensable pour enraciner dans les cœurs le règne du Christ, l'y fortifier et l'étendre plus au loin ».

(Cf Concile Vatican II, Décret *Ad gentes* 15)

Ils sont fondamentalement des serviteurs de la Parole, en tant qu'ils sont inspirés par le Christ, Parole de Dieu en actes humains. C'est à ce cœur de la foi que revient le pape François dans sa dernière encyclique, sur le Sacré-Cœur : « [...] Cette image du cœur nous parle de chair humaine, de terre, et donc aussi de Dieu qui a voulu entrer dans notre condition historique, devenir histoire et partager notre cheminement terrestre » (*Dilexit nos* 58)

Jésus-Christ, Verbe fait chair, est Dieu qui devient histoire. La chair dont il est question est celle du devenir historique de tout humain, exprimé dans son agir. La relecture en équipe de notre vie et sa révision devient le travail de mise en récit de nos actions, mise en récit, condition de surgissement de notre identité (cf. la notion d'identité narrative théorisée par Paul Ricoeur). Cette relecture est l'interprétation de notre agir, des actes que nous posons, individuellement et collectivement, destinée à mettre en relief des faits, parfois sans apparence extraordinaire mais qui se dressent alors comme des événements. En d'autres termes, la relecture permet de reconfigurer le récit de notre vie pour en faire jaillir l'éclat spirituel qu'elle véhicule, sans intention explicite.

La relecture-révision de vie peut se réaliser grâce à deux clés d'interprétation. La première est la sagesse humaine qui est en possession de tout homme et qui lui permet d'éclairer son agir. C'est la relecture-révision de vie que tout humain réalise, bien souvent sans y penser. Cette première étape est légitime en contexte de foi chrétienne car cette sagesse, clé d'interprétation, est aussi travaillée par l'Esprit de Dieu. La seconde étape qui met en relation l'agir avec la lecture des Écritures permet d'assumer la première et d'entrer dans une dimension d'accueil de la Parole de Dieu – c'est-à-dire du Christ – nouvelle. Il s'agit là d'un trésor de l'Action catholique qui est un vrai service rendu à nos contemporains qui ont perdu confiance dans les discours qui circulent dans l'arène sociale. C'est un vrai travail qui fait passer des discours déconnectés de l'agir au registre de la parole, seul lieu où adviennent des sujets de parole, donc des sujets d'histoire personnelle et collective. Cette relecture débouche sur un « agir », sur un « transformer », c'est-à-dire qu'elle reconduit les sujets à l'intime de leur être en vue d'une forme d'engagement qu'ils décident.

L'enjeu de la relecture-révision de vie qui implique d'aller en profondeur rend pertinente le travail par milieu en Action catholique spécialisée. En effet, s'il est urgent que des groupes socio-culturels se parlent davantage dans notre société, cela ne peut se faire sans une prise de conscience par chacun d'eux des valeurs et de la culture qu'il véhicule. L'enjeu de la prise en compte de l'histoire, personnelle et collective, passe par ce niveau d'échange qui permet d'aller plus en profondeur. La rencontre réelle ne se fait que par la rencontre dans la profondeur de l'existence partagée et reflétée par l'agir. L'outil de son avènement est la mise en récit des histoires personnelles et collectives.

Si l'Esprit de Dieu, ou du Christ, est présent à l'intime des humains et potentiellement les inspire, les disciples du Christ ont la responsabilité d'aider au jugement à porter sur les actes posés, qui constituent la trame de l'histoire. Pour cela, il leur faut d'abord être à l'écoute afin d'entendre ce que vivent leurs contemporains, qui dévoile des dimensions évangéliques peut-être encore inédites. Ils font alors advenir en mots, en discours, la réalité du Verbe configurant le monde selon sa finalité christique, dont les modalités sont à inventer selon l'inspiration de l'Esprit Saint.

Le monde n'est jamais une réalité stable, il n'est que procès. En d'autres termes, nous sommes pris dans un flux d'actions qui s'enchaînent, qui ont des conséquences. Nous y avons notre part qu'on le veuille ou non, pour le meilleur comme pour le pire si nous n'y prenons pas garde. Prendre au sérieux la relecture-révision de vie en Action catholique, ne serait-ce pas une manière sérieuse d'accéder à la conscience de ce qui se passe... parfois sans nous, d'autres fois en y étant impliqués sans nous en rendre compte ? Ne serait-ce pas, si nous en sommes convaincus, une autre voie pour accéder à la pleine conscience ? Ces courants quasi-religieux invitent nos contemporains à émerger de leur tourbillon de vie par une ressaisie subjective. Ils seraient bien complétés par une approche objectivée en équipe, une approche parlée afin que le sens ressuscité de la responsabilité soit

déployé dans toutes les dimensions de l'existence. Ils seraient également bien complétés par le sens de l'histoire que fournit la relecture en équipe d'Action catholique.

- **L'agir-parole en contexte d'exculturation du christianisme**

Reste un défi à relever, qui était moins crucial il y a un siècle lorsqu'il y avait un certain consensus axiologique dans la société. Le christianisme qui commençait à s'effacer comme religion restait néanmoins présent culturellement et comme soubassement des représentations qui commandaient aux choix éthiques, individuels et collectifs. Il restait suffisamment d'imprégnation chrétienne de la culture pour que des engagements soient reconnus comme étant rattachés à Jésus-Christ. Ce n'est plus le cas. En contexte d'exculturation du christianisme et d'auto-référencement des décisions, les choix ne renvoient plus à autre chose qu'eux-mêmes et à l'individu qui les pose. Ce nominalisme culturel profond nous oblige à travailler la question du signe.

Dans la perspective de l'Action catholique, qui investit le sens chrétien de l'existence, le sens que l'on peut donner à des actions, à des choix, est également celui de signe d'une réalité qui transcende ce monde, mais qui en est sa finalité. Au cœur de ce monde, *l'eschaton* (la finalité), en d'autres termes, le Royaume de Dieu ou le Christ, est visé par les décisions prises et par les actes posés. Nous avons la responsabilité, non seulement de sémiotiser notre société (lui donner du sens) mais également de la « paraboliser » si j'ose dire. Nous avons la responsabilité de donner du sens, mais pas n'importe quel sens, un sens référé au vécu, à l'histoire de Jésus de Nazareth, l'homme rejeté, tué mais relevé dans la vie par Dieu ; au Crucifié-Ressuscité, selon les termes de l'expression de notre foi.

Nous portons donc la responsabilité du sens mais aussi celle du signe, par l'éclairage que nous pouvons apporter. En notre contexte, rien ne fait signe de soi. Il faut un éclairage. C'est peut-être là que doit s'inscrire la parole qui accompagne les actes, le moment opportun de parler comme le dit Benoît XVI. Nous sommes appelés à entrer dans une démarche de décentrement, pour un centrement sur le Christ en faisant découvrir que non seulement quelques actes sont référés à lui, mais notre vie comme telle l'est aussi. Le travail de relecture-révision de vie doit retrouver cette importance du décentrement pour la valorisation de la référence au Christ, non pas au sens d'une morale à appliquer mais au sens d'une mystique à vivre. Ce qui est en jeu est de montrer en quoi, le vécu dans notre agir nous situe d'emblée de plain-pied avec Dieu agissant, nous situe en communion réelle avec lui. Ce travail n'est pas un travail interne à l'Église, il est un vrai service de l'humain dans notre société que j'ai décrite comme profondément marquée par un individualisme auto-centré. C'est également un travail de redécouverte de la dimension symbolique des actes posés, nécessaire à la vie personnelle comme à la vie en société.

Conclusion

Récapitulons. La prise en compte du contexte culturel pèse sur le sens de la dimension apostolique des mouvements d'Action catholique, non pour l'abandonner mais au contraire pour en souligner la pertinence. La vie des équipes qui repose sur la relecture-révision de vie est extrêmement intéressante pour permettre de faire advenir des sujets de parole, aptes à entendre la Parole de Dieu qui passe par l'agir humain. Au cœur de leur travail se trouve la question : comment l'agir humain résonne-t-il avec l'agir de Jésus de Nazareth, Christ pour les humains ? Les équipes ont pour travail, de mettre des mots sur l'agir humain pour en prendre la mesure et pour l'orienter, en interaction avec l'appel du Christ. Les équipes ont aussi à travailler le registre symbolique, nécessité pour une vie sociale plus harmonieuse : d'une part en dégagant le sens de l'agir et d'autre part en en pointant sa référence christique. Dans un contexte culturel marqué par le pragmatisme, la prise en compte de cette dimension est essentielle, bien que difficile à aborder. C'est par l'action verbalisée qu'est manifesté que le Christ est source de valeurs au service de la société. C'est par l'action verbalisée que l'on passe du registre du faire à celui du symbole, que l'on passe de la morale – fût-elle la plus noble – à la mystique. Je termine en nous invitant à relire le texte de l'envoi des 70 disciples (Luc 10, 1-24) pour le méditer à frais nouveaux. Il permet de travailler le sens de l'équipe, réunie par le Christ. Il souligne bien comment la construction de la société, du monde des

hommes, incluant en particulier la lutte contre le mal, avec la fameuse parole de Jésus : « *Je voyais Satan tomber du ciel comme un éclair* » (Luc 10, 18), est articulée à la venue du Royaume. D'une certaine façon, la visée de l'Action catholique est de préparer le terrain à la « la ville sainte, la nouvelle Jérusalem » que « *je vis descendre du ciel, d'auprès de Dieu* » selon les mots du voyant de l'Apocalypse » (Ap 21, 2).

3.3 La synodalité comme opportunité pour réaffirmer la vocation prophétique de l'ACS/ACI

Thierry Le Goaziou

La synodalité, une belle opportunité pour se réinventer !

La synodalité², c'est un mouvement profond et ouvert de réforme de la gouvernance ecclésiale, une façon de remettre à plat l'organisation et le fonctionnement institutionnel. Mais pas seulement.

Un document de la Commission Théologique Internationale rappelle que la synodalité s'inscrit comme un élément « *constitutif de l'Eglise qui, à travers elle, se manifeste et se configure comme le peuple de Dieu en chemin et comme assemblée convoquée par le Seigneur ressuscité* ». C'est pour cela qu'il existe une dimension éminemment communautaire et liturgique de cette nouvelle expression de la communauté croyante qui marche à la suite du Christ.

Participer à l'apprentissage communautaire de la synodalité initiée par le concile Vatican II et revitalisée par François relève ainsi d'une responsabilité croyante. Celle-ci ne doit pas hésiter à s'affirmer face à un monde complaisant et narcissique. Ce monde est pétri de duplicité, souvent proche d'une forme de barbarie mais aussi capable d'être un espace transformant et créatif de lieux de vie heureux. Les choses, en effet, ne sont jamais binaires ou tranchées mais mélangées et évolutives.

Une Eglise synodale est une Eglise en sortie, qui n'hésite pas quitter sa zone de confort pour s'ouvrir à l'altérité du monde même si celui-ci ne se laisse guère saisir, s'il nous semble incompréhensible. C'est une bonne raison d'aller à sa rencontre.

Elle s'inscrit dans une démarche lente, une prise de conscience, un cheminement qui permet d'irriguer la mission baptismale d'évangélisation. Ne pas perdre de vue que l'acte de « synoder » - littéralement être en chemin avec - suppose de pratiquer une forme de compassion basée sur « l'auprès de ».

Moins bruyante que les grandes déclarations intempestives, elle n'en n'est pas moins efficace et performante. Cet « auprès de » nous invite à nous rappeler que l'Eglise, tout comme le Christ, nous précède. Etre précédé, c'est accepter de recevoir d'un ailleurs ce qui est avant. Dans cette perspective, la synodalité doit aussi être comprise comme une expérience spirituelle et ecclésiale de communion, au service des autres.

² Partie 1, librement inspirée par l'ouvrage d'Isabelle Morel, Christophe Raimbault, David Sendrez (Dir), *Clés pour une Eglise synodale*, Paris, Salvator, 2024.

Qui dit expérience spirituelle évoque une disposition intérieure indispensable pour être à l'écoute et disponible aux infiltrations de l'invisible, afin de mettre en œuvre le triptyque structurant et fondateur « regarder, discerner, transformer » et sa grille pédagogique du voir/juger/agir. De ce point de vue, il n'est pas inutile de rappeler l'importance des charismes qui servent et contribuent à l'édification du corps entier toujours en croissance. L'ACS doit y prendre sa part afin de s'ouvrir au monde.

Troubler le monde par l'annonce de la bonne nouvelle/ne pas se laisser troubler par lui

Le mouvement de synodalité que nous venons d'esquisser nous invite, comme JP II déjà le disait, à ne pas/plus avoir peur. La peur crispe, paralyse, est régressive, ne permet nullement de construire.

La dynamique magistérielle - présynodale - récemment initiée par le pape François - *Evangelii gaudium, Laudato si, Fratelli tutti* - invite l'Eglise à relever le défi de l'ouverture et de l'annonce évangélique dans un contexte qui semble pourtant peu propice à la démarche missionnaire et à la parole prophétique. C'est précisément parce que l'environnement n'est guère porteur que l'Eglise, reprenant l'invitation de *Gaudium et spes* peut légitimement s'inscrire dans une démarche de décryptage des signes du temps présent afin de gagner en attractivité et en notoriété.

Sa perte de crédibilité et son affaiblissement moral issus des affaires de pédo-criminalité doivent l'inciter à rebondir en sortant de l'accablement et d'une forme subtile de complaisance. Le caractère essentiel de l'annonce de la bonne nouvelle du Christ vivant ne peut durablement pâtir des limites et des erreurs de la gouvernance institutionnelle ecclésiale. La barque tanguée certes mais le Christ, à la proue, semble apaisé et serein (Mt 8,23-27) ; il ne bascule pas dans l'affolement généralisé et de ce point de vue, constitue un repère stable et rassurant pour le croyant marchant à sa suite.

En suivant ce fil, il importe de rappeler la vocation prophétique de l'Eglise qui vient troubler le monde.

Pour parvenir à annoncer la bonne nouvelle, l'Eglise possède un outil pertinent : sa capacité d'annonce prophétique. Celle-ci est un atout tout autant qu'une méthode qu'elle puisse directement auprès de la source vivifiante qu'est le Christ (*Lumen gentium*, 12).

L'atout réside dans sa liberté de ton. La parole ecclésiale est libre, inspirée par le Verbe lumineux de Dieu et aucun espace ne lui est inaccessible. Quant à la méthode, l'Eglise dispose des moyens de communication adaptés pour se faire entendre, même dans les endroits les plus reculés de la planète. Elle dispose donc des moyens pour réussir sa mission.

Cependant, il lui faut prendre la mesure de l'impact de l'exercice concret de la fonction prophétique. Une grande majorité des oracles qui sont attribués aux prophètes dans la Bible relèvent d'une dénonciation vigoureuse de l'injustice sociale. C'est donc un terrain propice à l'action et ce terrain de l'injustice est illimité.

Par ailleurs, le prophète est celui dont la reconnaissance est postérieure à son action. C'est toujours après que l'on comprend pourquoi il est intervenu avant, car il faut du temps pour admettre que sa dénonciation de l'insupportable est fondée. Le prix à payer de ce courage est parfois une mise au ban de la société, un risque d'exclusion sociale. Cette attitude est difficile à assumer. Mais elle est consubstantielle à l'annonce.

Désormais, c'est à la mission dont Dieu l'a chargé qu'il appartient : guetteur pour l'humanité (Ez 3,16), il est séparé du reste des mortels afin de mieux se consacrer à l'exclusivité de sa vocation. Cette attitude radicale est un modèle qui est susceptible d'inspirer l'Eglise. En assumant sa fonction prophétique, elle choisit de suivre un itinéraire perturbé et incertain. Elle est invitée à demeurer en Dieu au cœur du monde. Elle ne craint plus car elle s'appuie sur Celui qui la précède et qui a vaincu le monde (Jn 16,33). La peur évoquée il y a quelques instants est derrière.

Pour une action catholique synodale qui prend soin d'elle-même

Si l'Église est invitée à se réinventer, en réaffirmant sa fonction prophétique comme nous venons de le voir, l'ACS/ACI doit aussi participer à cette dynamique continue. Mais cet effort d'annonce doit aussi prendre soin lui-même

L'Église - donc l'ACS - doit, en effet, accepter de se regarder, de se considérer. C'est parce qu'elle s'estime et se reconnaît vulnérable qu'elle n'hésite pas à se mettre sous le regard protecteur et rassurant de Dieu. En s'appuyant sur la puissance de l'Esprit, elle est en capacité d'écouter et d'intégrer les perturbations mondaines qui l'assaillent, les troubles qui la secouent, sans éprouver de vertige paralysant. En intériorisant les crises traversées, elle laisse résonner leur impact.

Ce travail intérieur lui permet de mieux consentir. Ce faisant, elle y trouve une énergie nouvelle et celle-ci la rend susceptible en retour de s'adresser à ce même monde pour lui rappeler l'importance de ses droits et plus encore celle de ses devoirs. Elle rappelle à la création toute entière l'inaliénable dignité de tout être vivant, sa nécessaire protection, l'indispensable promotion de son épanouissement.

C'est en allant au-devant du réel, en s'y insérant que la vérité de Dieu s'accomplit. Et non en restant au dehors, à la surface des choses et des combats. Autrement dit, le discours social de l'Église ne doit pas craindre une certaine conflictualité, car la foi ne relève pas d'une logique assurantielle. Le courage qu'elle tient de Celui dont elle reçoit tout peut l'y aider. Il a y donc une urgence et une obligation morale à dire les choses telles qu'elles sont. Les dénoncer fermement lorsque cela s'avère nécessaire est un impératif éthique.

L'Église tente de réparer un rapport troublé au monde en réintroduisant de la fluidité tout autant que de l'exigence. La démarche missionnaire qui consiste à prendre soin du monde passe par le charisme de la dénonciation de l'injustice sociale. Elle rend service au monde en ne le laissant pas prisonnier de ses compromissions et de ses illusions. Elle l'aide à sortir des processus d'aliénation dans lesquels il s'est enfermé et dont il ne peut sortir.

Voir les choses comme elles sont procure lucidité et humilité. De ce point de vue, l'ACI doit apprendre ou/et approfondir l'exercice du discernement. Discerner à quoi elle est collectivement appelée. Comprendre à quoi le Seigneur l'appelle. Elle a toute sa place dans cette dynamique synodale. Mais, peut-être doit-elle se réinventer, en jetant un regard nouveau sur elle-même, ses moyens, ses outils, son discours.

Prenons un exemple pour conclure ; le fait d'être dans l'enceinte du Theologicum nous incite à prendre au sérieux l'intelligence de la foi, l'engagement dans un parcours de théologie. La raréfaction des acteurs (prêtres, animateurs ...) ne doit pas être un handicap.

Il faut le voir comme une chance. Se former en théologie est l'une des solutions possibles pour avancer, pour ne pas abandonner, relevant ainsi les défis de demain. En apprenant le mystère, en le découvrant de l'intérieur, le croyant s'ouvre et progresse sur l'autre rive, qui depuis toujours, l'attend et lui permet ainsi de satisfaire son irrépressible besoin de contemplation.